



Rapport annuel

2017



Institut suisse de droit comparé
Schweizerisches Institut für Rechtsvergleichung
Istituto svizzero di diritto comparato
Swiss Institute of Comparative Law

Sommaire

Préface	3
Activités juridiques et scientifiques	5
I. Avis de droit	9
II. Restructurations transfrontalières d'entreprises (transferts de sièges et autres)	12
III. Manifestations scientifiques	13
IV. Publications	17
V. Accueil de groupes d'étudiants et de délégations	20
VI. Boursiers	21
VII. Activités scientifiques des collaborateurs	22
Activités de la bibliothèque	29
I. Services des acquisitions et des ressources continues	35
II. Catalogage et développement des collections	36
III. Coordination locale des Institutions fédérales (IF)	39
IV. Gestion de la bibliothèque de l'Office fédéral de la justice	41
V. Services au public	42
Organisation	47
I. Collaborateurs au 31.12.2017	50
II. Conseil et Comité de l'Institut	52
III. Conseil scientifique	53
IV. Ressources humaines	53
V. Finances	56
VI. Logistique et sécurité	59
VII. Informatique	60
VIII. Relations publiques	60
AISDC	63

Pour une meilleure lisibilité, la forme du masculin générique est utilisée dans ce document.

Préface

Le rapport annuel 2017 de l'Institut suisse de droit comparé (ISDC) présente le rapport sur les diverses activités du personnel de l'ISDC et les activités qui y ont eu lieu en 2017.

L'éventail des activités (non exhaustivement énumérées ci-dessous) est impressionnant : 105 avis de droit rédigés ou complétés en 2017 ; 4 conférences organisées à et par l'Institut ; un événement doctoral pour les étudiants ; deux conférences externes co-organisées ; une conférence interdisciplinaire pour un large public ; cinq publications papier ; des publications électroniques régulières (ISDC's Letter et l'EU News : Click & Read) ; la réception de onze groupes d'étudiants et de délégations ; l'accueil de huit boursiers van Calker ; l'encadrement de quatre stagiaires-juristes ; des achats de monographies, de revues scientifiques et de supports électroniques pour un montant d'environ 1,26 million de francs suisses ; le catalogage de 5'747 titres de bibliothèque ; l'organisation de 45 ateliers pratiques pour effectuer des recherches dans les bases de données ; le prêt de plus de 50'000 ouvrages ; l'accueil de près de 15'000 chercheurs dans la bibliothèque ainsi que la formation de deux apprentis et d'un stagiaire adulte à la bibliothèque.

Nous tenons à remercier sincèrement le personnel de l'ISDC, le président du Conseil de l'Institut et ses membres, ainsi que les membres du Conseil scientifique. Sans leur engagement et leur motivation, l'Institut n'aurait pas pu réaliser ses accomplissements remarquables en 2017 !

Christina Schmid
Directrice



Activités juridiques et scientifiques



Introduction

L'année 2017 a apporté un changement fondamental. Depuis avril, le domaine de direction juridique et scientifique est géré conjointement par les deux signataires. Cette configuration est un enrichissement personnel et permet un lien plus étroit de l'Institut avec le monde académique. En raison de l'expérience et des connaissances professionnelles de Krista Nadakavukaren Schefer en droit international, elle apporte également une couverture thématique plus large de sorte que nous sommes maintenant mieux à même de remplir la mission fondamentale de l'Institut de fonctionner comme centre de recherche et de documentation en droit comparé, en droit étranger et en droit international. D'un point de vue thématique, nous pouvons également approfondir les axes prioritaires définis dans le cadre de la Stratégie 2015-2020, à savoir les entreprises et les droits de l'homme et le droit et la communication / Internet.

Aussi la planification à moyen terme du personnel a été développée en 2017. Ainsi, la Direction a envisagé d'améliorer la couverture géographique et, en particulier, de prendre consciemment en compte les systèmes juridiques de l'Afrique et de l'Asie. Plus précisément, les systèmes juridiques africains devraient être clairement assignés à l'interne et un nouveau recrutement pour les systèmes juridiques asiatiques est envisagé, notamment pour soutenir et compléter le professeur em. Harro von Senger. Enfin, il est prévu d'alléger la gestion administrative de la direction par un poste nouvellement créé d'adjoint à la direction.

Comme chaque année, le travail sur les avis de droit reste l'occupation principale dans notre domaine de direction. Avec 190 demandes reçues et 105 avis rédigés, nous étions en 2017 dans la moyenne de ces dernières années. Presque la moitié des demandes d'avis concernait les transferts de sièges ou les fusions de sociétés. Dans l'autre moitié des avis, la Confédération reste notre client le plus important. Ces demandes reflètent en grande partie l'actualité politique et sociale (comme les congés pour tâches d'assistance) et entrent également dans les axes thématiques définis dans la stratégie de l'Institut, comme par exemple dans le domaine du droit et de la communication (avis sur la protection des données, sur le traitement des données stockées à l'étranger), ou dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme (avis sur les quotas de genre dans le droit des sociétés et sur la réglementation du commerce de l'or en termes de violations des droits de l'homme dans les mines d'or). Ces deux sujets principaux ont également été reflétés dans les événements organisés et dans les publications par l'Institut. Dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme, nous avons organisé une conférence et un atelier sur les 24 années du litige « Lago Agrio » entre Texaco / Chevron et l'Équateur, respectivement la population indigène locale. En outre, deux volumes publiés en 2017 dans notre série de publications traitent de ce domaine d'intérêt: l'un sur les aspects du DIP, l'autre sur la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme. Dans le domaine du droit et de la communication, nous avons organisé une conférence dédiée aux aspects juridiques du blocage des sites web à contenu terroriste, organisée en coopération avec l'USI, la Direction exécutive du Comité de l'ONU contre le terrorisme (UN CTED) et ICT4Peace. Dans ce domaine, nous avons également participé à un événement organisé à l'Institut par le Forum suisse pour le droit de la communication sur les développements récents en matière de la protection des données. La soirée sur "Droit et Robots" a également présenté des points de contact avec ce sujet central. La traditionnelle journée de droit international privé sur « US American Litigation » ainsi qu'une grande partie des avis préparés à l'intention des tribunaux, des avocats et des notaires montrent que les sujets de DIP restent également d'actualité. Cela vaut également pour le droit de la famille et des successions, ainsi que concernant les événements pour le sujet de droit et religion, puisque l'Institut a co-organisé un panel avec la Law Library of Congress lors de la réunion annuelle de l'American Society of Comparative Law.

La coopération avec la Law Library of Congress s'est intensifiée en 2017. En plus de l'organisation commune d'événements, un premier échange de personnel a eu lieu en novembre: un collaborateur

de l'Institut a pu travailler plusieurs semaines à Washington et se familiariser avec la méthode de travail des « Foreign Law Specialists » de la LLoC. L'échange a été apprécié par les deux parties et sera répété à l'automne 2018. Ceci, ainsi que des contacts avec diverses universités et institutions, notamment dans le cadre de l'activité d'enseignement et de présentation des collaborateurs, est une autre étape vers le renforcement du réseau institutionnel dans le domaine du droit comparé, tel que prévu dans la stratégie 2015-2020. Sur cette base, en 2018, des réflexions approfondies sur les méthodes de droit comparé vont suivre.

Notre interaction avec le monde académique suisse en vue de soutenir les jeunes chercheurs mérite d'être mentionnée. Notre journée de formation doctorale ainsi que les séminaires sur l'introduction des méthodes de recherche juridique étrangères pour les étudiants des différentes facultés de droit nous permettent de nous faire connaître auprès des jeunes juristes en tant que centre de compétence en droit comparé mais aussi comme un forum de discussions animées.

Enfin, nous tenons à souligner que, malgré le temps limité disponible pour la recherche, plusieurs collaborateurs juridiques ont participé activement aux quatre volumes publiés l'année dernière dans notre série de publications. En outre, nous avons été en mesure de démarrer certains projets, par ex. dans le domaine de l'économie et des droits de l'homme, l'analyse des aspects juridiques de la gouvernance dans les fédérations sportives internationales. Nous avons l'intention de développer cette composante du travail de l'institut à l'avenir.

Lukas Heckendorn Urscheler und Krista Nadakavukaren Schefer
Vice-direction

I. Avis de droit

En 2017, l'Institut a reçu 190 demandes d'avis de droit. Au 1^{er} mars 2018, 81 demandes ont été confirmées (soit environ 43%), alors que quelques confirmations sont intervenues plus tard. Le niveau de demandes ainsi que le nombre et le taux de confirmation correspondent à la moyenne des dernières années. Il convient de rappeler que le taux de confirmation relativement faible reflète la volonté de l'Institut de trier les demandes relativement tôt, soit en donnant des renseignements préliminaires ou en indiquant des alternatives pour éviter des recherches longues et coûteuses. Dans un nombre considérable de cas, les besoins des clients changent et rendent superflu l'établissement d'un avis de droit. Il arrive également que l'Institut ne puisse pas fournir un avis dans des conditions souhaitées par le client ou que des demandes concernent des domaines juridiques tels que le droit fiscal qui, d'après une décision du Conseil de l'Institut, ne sont pas traités.

105 avis ont été rédigés ou finalisés au cours de l'année 2017.

Les restructurations transfrontalières d'entreprises concernent 81 demandes, soit 42% des demandes. Elles seront traitées sous le point II.

1. Les clients

Les demandes proviennent majoritairement des avocats/notaires, mais comme lors des années précédentes, avec un faible taux de confirmation (26%). Les cantons, notamment les tribunaux, viennent en seconde position, avec un taux de confirmation qui s'élève lui à 58%. Les demandes de la Confédération suisse ont augmenté par rapport à l'année passée. Ces demandes sont confirmées à 72%, voire 90% si on compte les confirmations après mars 2018 et celles pour lesquelles des informations préliminaires ont été suffisantes. L'Institut continue ainsi à accomplir sa tâche première prévue dans la loi, de fournir des renseignements sur le droit étranger à la Confédération. Les autres demandes se partagent entre les particuliers, les entreprises, les entreprises étrangères et les organisations internationales.

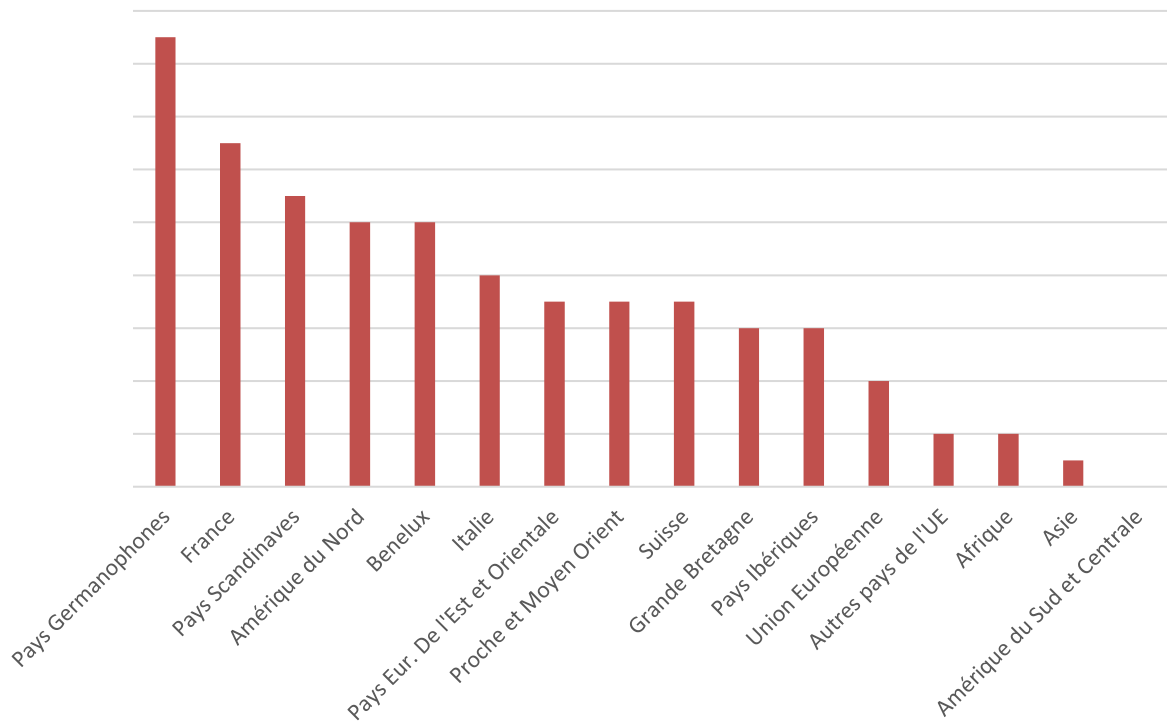
2. La diversité géographique

Pour les avis confirmés, les pays les plus concernés sont la France, l'Allemagne, l'Italie, la Suède, les USA, l'Autriche, la Suisse, les Pays-Bas et l'Espagne.

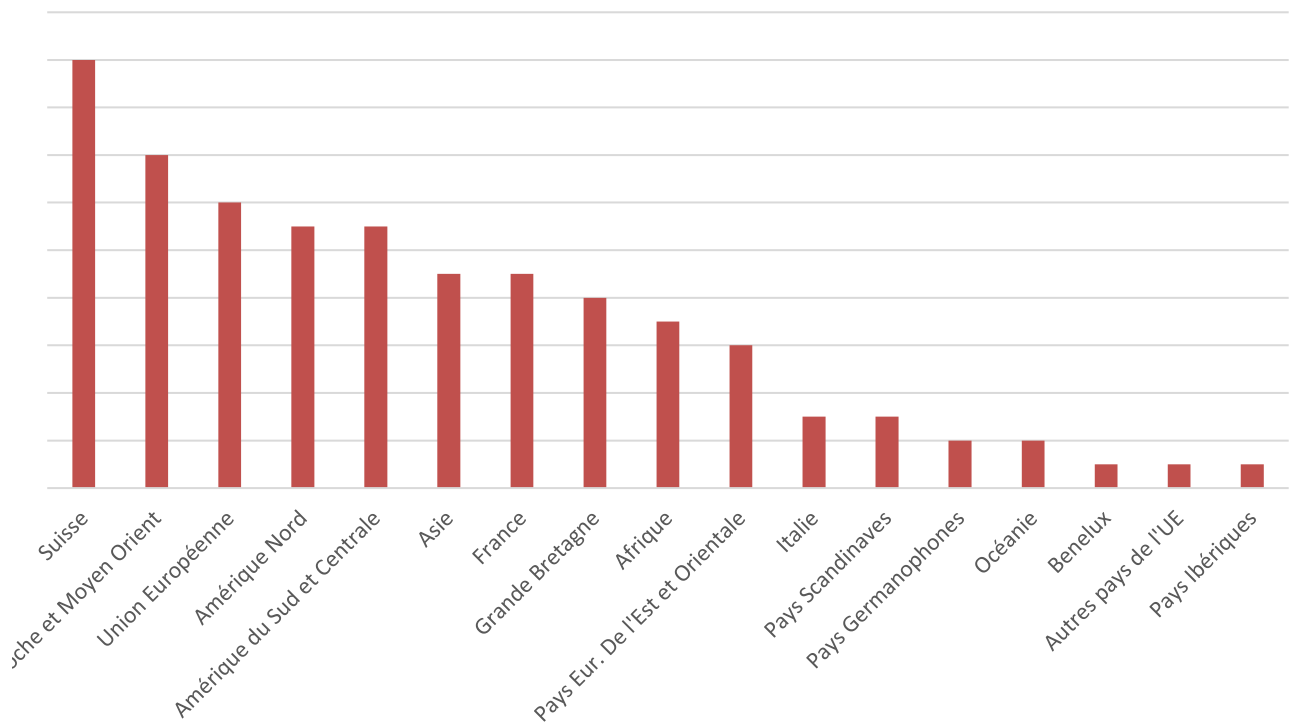
Les demandes sans suite concernent souvent des ordres juridiques exotiques, par exemple Antigua-et-Barbuda, les Îles Marshall, la Papouasie - Nouvelle Guinée, la République Dominicaine ou encore Saint-Christophe-et-Niévès.



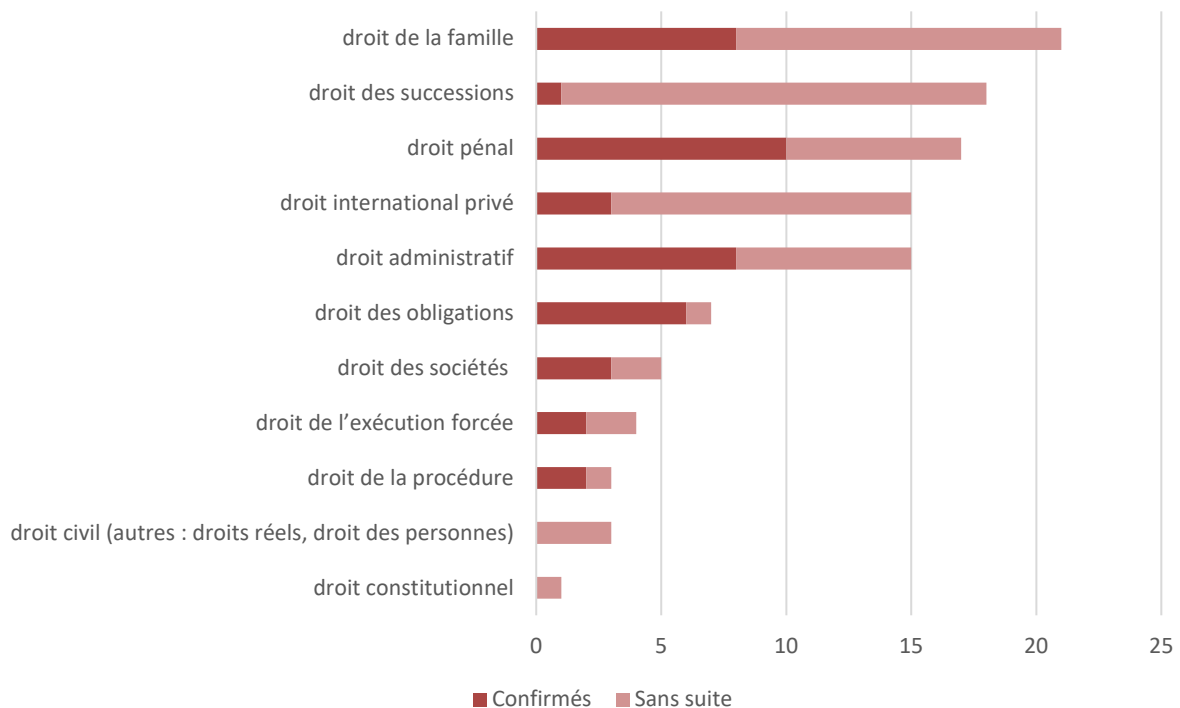
Diversité géographique des avis confirmés :



Pour les avis sans suite :



3. Les domaines de droit



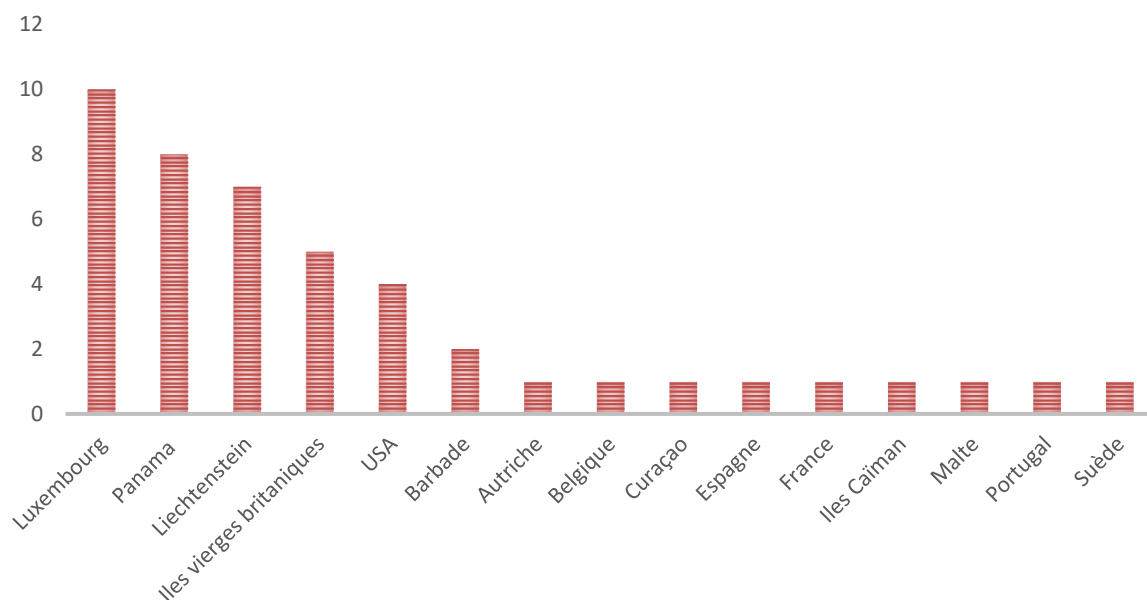
4. Études comparatives demandées en 2017

Les études comparatives demandées en 2017 ont porté sur une variété de domaines juridiques, tels que sur le droit pénal (étude sur la réglementation des profils ADN - 13 pays ; étude sur l'accès à des données enregistrées à l'étranger), le droit de l'environnement (principes généraux - 5 ordres juridiques), le droit des assurances (surveillance - 4 pays), le droit du logement (subsidés à la construction - 9 pays). Plusieurs demandes ont porté sur une mise-à-jour d'études antérieures, telles que sur les entreprises de solvabilité, les quotas en droit des sociétés ou les congés pour prendre soin des proches, ou encore l'étude sur la mise en œuvre de la Directive européenne concernant les informations non-financières. C'est un signe de l'importance réelle attaché à l'évolution du droit étranger lors du processus législatif en Suisse.



II. Restructurations transfrontalières d'entreprises (transferts de sièges et autres)

Sur les 81 demandes qui concernaient les restructurations transfrontalières d'entreprises, 37 ont été confirmées au 1^{er} mars 2018, soit 46%. 85% sont des demandes de la part de cabinets d'avocat, les 15% restant sont de la part des entreprises elles-mêmes. Les demandes confirmées concernaient les ordres juridiques suivants :



Les demandes sans suite concernaient d'autres ordres juridiques comme l'Italie et la République Tchèque pour l'Europe, les Emirats Arabes Unis pour le Moyen Orient ou encore Hongkong, l'Inde et le Japon pour l'Asie du Sud et de l'Est. Enfin, à noter que plusieurs pays insulaires comme les Îles de Man, Jersey et l'Île Maurice ont fait l'objet de demandes.

III. Manifestations scientifiques

1. Colloques organisés à l'Institut

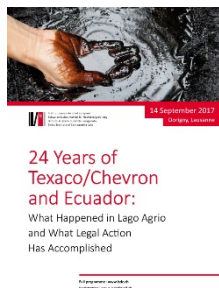
23 juin 2017: **US Litigation Today: Still a Threat For European Businesses or Just a Paper Tiger?**

La traditionnelle journée de droit international privé, co-organisée avec Andrea Bonomi, le Centre de droit comparé, européen et international de l'Université de Lausanne, a été dédiée aux développements récents en droit américain qui intéressent la Suisse dans une perspective de litige international. En plus des questions typiques du droit international privé, telles que la compétence internationale ou la reconnaissance de décisions étrangères, les sessions ont traité du droit de la procédure civile et encore de l'application extraterritoriale du droit des Etats Unis.

Intervenants par ordre de passage : Thomas Werlen, Partner ; Quinn Emanuel, Zurich et Université de St Gall; Linda Silberman, NYU School of Law ; Samuel Baumgartner, Université de Zurich ; Symeon Symeonides, Willamette University College of Law ; Eva Lein, Université de Lausanne et BIICL, Londres ; Karen Druckman, ISDC et Université de Lausanne ; William S. Dodge, UC Davis School of Law, California ; Matthias Lehmann, Université de Bonn ; Susan Emmenegger, Professor, Université de Berne ; Louis Burrus, Partner, Schellenberg Wittmer, Genève ; Christoph Kern, Université de Heidelberg et Université de Lausanne ; Andrea Bonomi, Université de Lausanne.



14 septembre 2017: **24 Years of Texaco/Chevron and Ecuador: What Happened in Lago Agrio and What Legal Action Has Accomplished**



En continuation des différentes activités dans le domaine Entreprises et droits de l'Homme, l'ISDC a organisé un événement public le soir du 14 septembre pour discuter des différents aspects et étapes de l'un des litiges les plus connus dans ce domaine, celui opposant l'entreprise Chevron et l'Ecuador, dont la population indigène a été affectée par l'exploitation pétrolière. Ainsi, lors d'une soirée, en plus de la présentation par la personne qui a rendu le monde attentif à la situation, les différentes décisions des tribunaux en Ecuador et aux Etats-Unis ainsi que celles de la procédure d'arbitrage d'investissement ont été décrites. L'événement a été suivi, le jour d'après, d'un workshop.

Intervenants par ordre de passage : Krista Nadakavukaren Schefer, ISDC ; Judith Kimerling, City University of New York, Queens College ; Rodrigo Polanco World Trade Institute et Universidad de Chile ; Karen Topaz Druckman, ISDC et Université de Lausanne.

16 novembre 2017: **La protection de données de demain : Les enjeux des modernisations en cours**

Le Forum Suisse pour le Droit de la Communication (SF – FS), et notamment Bertil Cottier, a organisé à l'ISDC un événement dédié à la profonde mutation en cours dans le domaine du droit de la protection des données. Le progrès technique a été suivi par des changements importants des textes légaux : au niveau européen, le nouveau Règlement général UE 2016/679 ou la modernisation de la convention 108 du Conseil de l'Europe, au niveau national, le projet de révision totale avance. Le colloque a fait le point sur les importants changements qui s'annoncent.

Intervenants par ordre de passage : Bertil Cottier, Université de la Suisse italienne et Université de Lausanne, Lukas Heckendorn Urscheler, ISDC, Sophie Kwasny, Unité de protection des données du Conseil de l'Europe ; Monique Cossali Sauvain, Office fédéral de la justice, Yaniv Benhamou, Lenz & Staehelin et Université de Genève, Juliette Ancelle, id est avocats, Jean-Philippe Walter, Préposé fédéral à la protection des données suppléant, Nicolas Capt, Capt & Wyss, Florent Thouvenin, Université de Zurich.

SF-72
70ème anniversaire

La protection des données
de demain: les enjeux
des modernisations en cours

16 novembre 2017
Institut Suisse de droit comparé
Dorigny, Lausanne

8 décembre 2017: **The Legal Framework for Countering Terrorist and Violent Extremist Content Online**



The Legal Framework
for Countering Terrorist
and Violent Extremist
Content Online



Dans l'axe des activités « droit et communication », l'Institut a co-organisé avec le UN Counter Terrorism Executive Directorate ainsi que l'ONG ICT4Peace un événement dédié aux aspects légaux de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent sur Internet. L'événement a réuni des praticiens, des représentants des ONG ainsi que des académiques et a également permis de mettre en évidence les différentes approches ainsi que de discuter de plusieurs aspects difficiles, tels que l'efficacité ou la compatibilité des mesures avec la liberté d'expression.

Intervenants par ordre de passage : Stephan Husy, International Counter-Terrorism, Swiss Federal Department of Foreign Affairs ; Maura Conway, Dublin City University, VOX-Pol ; Johanna Fournier, ISDC ; Marc Porret, UN Counter-Terrorism Executive Directorate ; Jeroen Blomsma, European Commission ; Maryam El Hajbi, EUROPOL ; Adam Hadley, TechAgainstTerrorism, ICT4Peace ; Lucie Krahlcova, Access Now ; Lukas Heckendorn Urscheler, ISDC ; Nikolas Guggenberger, University of Münster ; Tobias Bolliger, Federal Office of Police ; Belgium Olivier Leroux, Juge d'instruction, University of Namur ; Sharri R. Clark, Office of Countering Violent Extremism, Department of State ; Kyungho Choi, Korean Legislation Research Institute

2. Co-organisation des colloques extérieurs

Annual Meeting of the American Society of Comparative Law

Proposition et organisation commune avec la **Law Library of Congress** d'un panel lors du Congrès annuel de la American Society of Comparative Law dédié à « The Role of Faith in Law ». Karim El Chazli a participé au panel « Women's Rights and Religious Divorce Law: From Contradiction to Coexistence » avec une intervention intitulée « The Verbal Divorce (talaq shafahi) in Egypt between Politics, Religion and Women's Rights ».



IFLA World Library and Information Congress

La Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques (IFLA) a organisé du 19 au 25 août 2017, le 83^e Congrès mondial des bibliothèques et de l'information à Wrocław, en Pologne. Dans la section "Droit en transition: défis pour la recherche juridique et la méthodologie juridique dans l'Europe post-communiste" dirigée par M. Roudik de la Bibliothèque du Congrès, Josef Skala a fait une présentation intitulée "Reflections of the SICL on legal transformation in Eastern Europe".



3. Événements s'adressant aux doctorants

15 juin 2017 : **Journée de formation doctorale**



Comme chaque année, l'Institut a organisé une journée de formation doctorale pour les doctorants des universités membres du programme doctoral en droit de la Conférence universitaire de Suisse occidentale (CUSO). Après une introduction et quelques réflexions générales sur la recherche comparative, plusieurs collaborateurs de l'Institut sont intervenus pour présenter et expliquer comment effectuer des recherches dans leurs ordres juridiques respectifs, notamment en droit britannique, américain et français. A la fin de chaque intervention, les bases de données des ordres juridiques concernés étaient présentées. La journée s'est terminée sur une visite de la bibliothèque.

4. Conférence interdisciplinaire destinée au grand public

28 Septembre 2017 : **Quand le droit rencontre les robots**

La 7^e édition des soirées « Quand le droit rencontre ... » avait cette année un avant-goût futuriste. En effet grâce à un partenariat avec les voisins de l'Institut, notamment l'EPFL, les progrès en matière de robotiques, notamment de la robotique biologique et des exosquelettes, ont été présentés. Une partie était également consacrée aux drones et les problématiques juridiques que cela soulève. Enfin, la soirée s'est conclue sur la gouvernance des données.



Intervenants par ordre de passage : Auke Ijspeert, Laboratoire de Biorobotique, EPFL ; Mohamed Bouri, Laboratoire de Systèmes Robotiques, EPFL ; Benoit Curdy, Global UTM Association ; Alain Strowel, UCLouvain.

5. Rencontres informelles

En 2017, 18 rencontres informelles ont eu lieu (soit quatre de plus qu'en 2016), sur les thèmes suivants :

10.01.2017: **The UK's Approach to Mass Dispute Resolution in the Consumer Financial Services Sector**
Adam Samuel, Lawyer, arbitrator and financial services compliance expert (London)

14.02.2017: **The Infringements of Non-Statutory Duties of Care as a Reason for Responsibility in the law of Torts**
Witold Borysiak, PhD (University of Warsaw, Poland)

07.03.2017: **Access to Justice and the Environment**
Agnes Hellner, PhD (University of Uppsala, Sweden)

30.03.2017: **Towards Mandatory Corporate Due Diligence in Europe?**
Paola Cavanna, PhD (Università cattolica del Sacro Cuore, Italy)

16.05.2017: **Solidarité, économie et processus fédératifs**
Edmondo Mostacci, Professeur (Université Bocconi, Italie)

- 06.06.2017: **Bonnes Moeurs in Portuguese Private Law (from a Comparative Perspective)**
Manual Campos de Magalhães, PhD (New University of Lisbon, Portugal)
- 22.06.2017: **The Rule of Law in Africa**
Salvatore Mancuso, Professor (Cape Town University, South Africa)
- 27.06.2017: **Service of Process via Social Media: like or defriend?**
Cedric Vanleenhove, Post-Doctoral Researcher (University of Ghent, Belgium)
- 29.06.2017: **L'appel-nullité**
Arnaud Hoc, assistant et chercheur (Université catholique de Louvain, Belgique)
- 07.07.2017: **Confucianism and Chinese Private Law: A case study approach**
Lihong Zhang, Director of European Law and Roman Law Research Center and Director of the Chinese National Society of Comparative Law
- 19.07.2017: **Treaty-based Investment Arbitration: Jurisdictional Issues and China's Participation**
Jian Zhang, PhD (China University of Political Science and Law)
- 25.07.2017: **Contracts on the Advancement on the Inheritance in Swiss Law**
Klemens Jansen, PhD (University of Zurich)
- 22.08.2017: **Réflexion sur le traitement des situations internationales par le droit international privé**
Laure Stark, PhD (Université de Bourgogne, France)
- 29.08.2017 : **La liberté de l'art**
Vanessa Rüegger, Professeur associée et chargée de cours (Unidistance et Université de Bâle)
- 23.11.2017: **Criminal Offence of Financial Market Manipulation - Comparative Legal Analysis of Swiss, EU- and US-law**
Patrick Uhrmeister, PhD (University of Berne)
- 28.11.2017: **Internet of Things: New Possibilities, New Threats, New Legislative Challenges for European Legal Systems**
Nina Natalia Baranowska, PhD (University of Wroclaw, Poland)
- 14.12.2017: **China, Switzerland and European Union: Human Rights Standards in Free Trade Agreement**
Joséphine Rügsegger, Juris Master (East China University of Political Science and Law, China)
- 19.12.2017: **Punitive Damages: Comparative Analysis and Recent Developments in Private International Law**
Tommaso Ferrario, Undergraduate Student (Università degli Studi di Milano, Italy)

IV. Publications

1. Publications papier

Publications disponibles sur le site de l'éditeur : <https://www.schulthess.com/portal>

Regulating Human Rights Due Diligence for Corporations

A Comparative Overview

Vol. 79

Editors: Lukas Heckendorn Urscheler; Johanna Fournier.



The endorsement of the UN Guiding Principles on Business and Human Rights prompted many States to re-examine their legal regimes in this area. In Switzerland too, intense discussions continue on the implementation of the UN Guiding Principles. In response to the Parliamentary debates on the subject, the Federal Council mandated the Swiss Institute of Comparative Law to carry out an investigation of the extent to which different States have implemented the UN Guiding Principles. The report, prepared by the Institute in 2013, examines how other jurisdictions have imposed duties on large corporations to conduct human rights due diligence, and the nature of those duties. This publication is a translated and updated version of the 2013 study.

Implementing the U.N. Guiding Principles on Business and Human Rights

Private International Law Perspectives

Vol. 81

Éditeurs : Francisco Zamora Cabot ; Lukas Heckendorn Urscheler ; Stéphanie De Dycker.

Les Principes directeurs des Nations unies, relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, ont reçu beaucoup d'attention dans les milieux académique et politique. Le débat est particulièrement marqué par les acteurs de la protection des droits de l'homme. Il en est autrement en matière de droit international privé ; prisme à travers lequel le sujet est relativement peu traité. Cet ouvrage s'est donné pour objectif de contribuer à ce débat naissant en Suisse et en Europe. À v cette fin, il étudie l'impact des Principes directeurs des Nations unies dans le droit international privé en analysant les différentes approches adoptées par des ordres juridiques sélectionnés. Après une mise en perspective générale, il observe des expériences américaines et européennes. Il examine ensuite quelques cas et aspects controversés. Puis, l'ouvrage ouvre sa réflexion sur des évolutions futures, en Europe et en Suisse.



Comparing Comparative Law

Vol. 82

Editors: Samantha Besson, Lukas Heckendorn Urscheler, Samuel Jubé

The aim of this volume is to compare how we do comparative law. In so doing, it contributes to discussions on the theory of comparative law. It does not proceed in the conventional way, however, but adopts a comparative, inclusive and discursive perspective.

More specifically, the volume aims to broach three questions: (1) what is being compared when comparing law (the object of comparison: e.g. what exactly among legal norms, from which legal sources and from which jurisdictions, but also maybe from which other sources of normativity outside the law?), (2) what comparing (law) means (the nature and aims of comparison: e.g. is it about understanding, interpreting, distinguishing, systematizing, justifying, criticizing and/or reforming (one's or others') law?); (3) and how comparing law works (the process of comparison; e.g. what are its methods, actors and outcomes?). These three questions are interrelated and are only treated separately for the sake of clarity in the discussion.



Tui Memores

La dimension culturelle du droit international privé

Vol. 83

Éditeurs : Ilaria Pretelli, Gian Paolo Romano, Tuto Rossi.



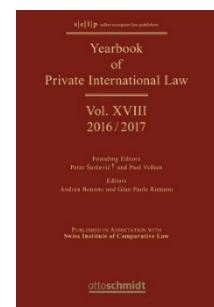
A l'occasion du troisième anniversaire du décès de Tito Ballarino, ce volume entend témoigner de l'esprit fédérateur du dédicataire et de la profondeur de sa pensée, toujours orientée à extraire une logique d'une réalité fragmentaire et contradictoire. Originellement conçu pour recueillir les actes du colloque sur la dimension culturelle du droit international privé, organisé à l'occasion de ses 80 ans, le 13 juin 2014, à Lausanne, l'ouvrage a dû inopinément dépasser le cadre initial en raison de la mort subite de Tito Ballarino, intervenue à peine quelques mois après. Les éditeurs ont répondu aux messages de sympathie adressés par les amis du Professeur, lors de ce triste évènement, en les invitant à offrir une contribution sur le même thème qui fut celui du colloque et prolongeant ainsi la mémoire du Maître disparu.

Yearbook of Private International Law

Vol. XVIII - 2016/2017

Éditeurs : Andrea Bonomi, Gian Paolo Romano.

Une réflexion sur la connexion séculaire entre lex situs et propriété mobilière, le droit international privé des dommages à l'environnement, une présentation de la Convention du 5 juillet 2006 sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire, récemment entrée en vigueur, sont parmi les essais que l'on trouve dans ce nouveau volume. Une section spéciale est consacrée aux derniers développements du droit international privé aux États-Unis et comprends une analyse de *RJR Nabisco c. Communauté européenne*, du *Speech Act* et du quatrième *Restatement of Foreign Relations Law*, en voie de finalisation. Pour ce qui concerne le droit de la famille, la reconnaissance du mariage homosexuel devant les tribunaux des pays d'Afrique subsaharienne et en Israël, d'une part, et la reconnaissance en Suisse de filiations issues de contrat de maternité, de l'autre, apportent aux débats actuellement en cours de nouvelles contributions. Une présentation du droit international privé vietnamien – la première en langue anglaise - suivie par une présentation de certaines questions de conflit de lois qui se posent à Mauritiuis et de deux perspectives turques respectivement sur le *lis alibi pendens* et sur les successions transfrontalières enrichissent la traditionnelle présentation des National Reports.



2. Publications électroniques (*accessibles en format PDF sur notre site www.isdc.ch*)

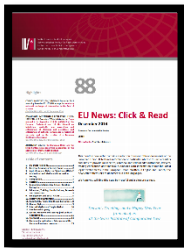
ISDC's Letter

L'*ISDC's Letter* est une publication en français, en allemand et en anglais, rassemblant des brèves rédigées par les collaborateurs scientifiques de l'Institut et relatives aux nouveautés législatives et jurisprudentielles de nombreux pays. Cette publication contient désormais aussi des extraits d'études comparatives établies par l'Institut ainsi que des articles contribués par des jeunes chercheurs traitant des domaines juridiques variés. Elle sert également à informer de toutes les nouvelles concernant directement l'Institut et sa bibliothèque et se termine toujours par l'agenda des prochaines manifestations.

Trois éditions ont paru en 2017. [Lien vers la page Internet.](#)



EU News Click & Read



Cette lettre d'information mensuelle, en anglais et en français, contient une sélection des documents officiels de l'Union Européenne. Le choix effectué est destiné à intéresser un public suisse. À ce titre, elle s'adresse notamment aux hautes écoles, aux administrations fédérales et cantonales, aux praticiens du droit et aux milieux économiques.

En 2017, 10 numéros ont paru. [Lien vers la page Internet.](#)

V. Accueil de groupes d'étudiants et de délégations

Date	Nom	Institution	Contact académique
11.01.2017	Introduction à la bibliothèque et aux bases de données	MAS International Taxation (UNIL)	Vikram Chand
20.02.2017	Introduction à la bibliothèque et aux bases de données	Chaire de droit allemand	Alexander Groß
25.03.2017	Visite de découverte de l'ISDC d'un groupe de gymnasiens	Gymnase de Thun	Alexander Stämpfli
1-5.05.2017	Séminaire bloc sur le droit des contrats en Common Law	UNIL + McGill University	Andrea Bonomi Helge Dedek
11.05.2017	Exercice de droit comparé	UNIL - étudiants en droit américain	Karen Topaz Druckman
2-3.10.2017	Séminaire en droit international privé et droit comparé de la famille	Université de Vienne	Bea Verschraegen
5-6.10.2017	Séminaire de l'Université de Zurich	Université de Zürich Rechtswissenschaftliches Institut	Anton K. Schnyder
27.10.2017	Introduction à la bibliothèque et aux bases de données	Centre de Droit Comparé, Européen et International (UNIL)	Alexandre Tondina
29.11.2017	Exercice de droit comparé	UNIFRI	Aladar Sebeni
30.11.2017	Exercice de droit comparé	ONO Academic College	Dr. Shlomit Yanisky Ravid
1-2.12.2017	Seminar Europaisches und Internationales Wirtschaftsrecht	UNIL	Prof. Marc Bungenberg

VI. Boursiers

Prénom et Nom	Pays	Thème	Dates de séjour
Agnes HELLNER	Suède	The Environmental right to access justice	01.02 – 31.03
Paola CAVANNA	Italie	Transparency and due diligence: an innovative way to prevent labour exploitation? A comparative analysis	01.02 – 30.04
Cedric VANLEENHOVE	Belgique	International dispute resolution in the digital age : Challenges posed and Opportunities presented by Service of Process via Social Media	01.05 – 30.06
Salvatore MANCUSO	Italie	The rule of Law in African countries	01.05 – 30.06
Klemens JANSEN	Suisse	Der Erbvorbezug im schweizerischen Recht: Eine Konstruktion als einheitliches Rechtsgeschäft unter Lebenden	01.06 – 30.07
Josephine Lea RUEGSEGGGER	Suisse	Overcoming the legal obstacles of a bilateral investment agreement between the European Union and the People's Republic of China	01.08 – 30.09
Nina Natalia BARANOWSKA	Pologne	Internet of Things : new possibilities, new threats, new legislative challenges for European legal systems	01.09 – 30.11
Patrick UHRMEISTER	Allemagne	Market Manipulation als Straftat: Rechtsvergleichende Analyse des schweizerischen, US-amerikanischen und EU Rechts	01.10 – 30.11



VII. Activités scientifiques des collaborateurs

Alberto Aronovitz

Publications

- *ISDC's Letter*, développements juridiques en Amérique latine, Espagne et Israël.

Conférences

- *Le droit des investissements internationaux*, dans le cadre du programme LLM in International and European Economic and Commercial Law, UNIL, 24.02.17.

Cours

- *The Protection of International Investments*, cours condensé de 26 heures dans le cadre du programme LLM de la faculté de droit de l'université de Tel-Aviv, 13-28.03.17.
- *Les investissements internationaux*, cours condensé de 25 heures dans le cadre du programme de coopération avec le Master de l'Université de la République de l'Uruguay, 26.09-09.10.17.

John Curran

Publications

- *Singapore* in *Regulating Human Rights Due Diligence for Corporations* (Heckendorn-Urscheler/Johanna Fournier (eds)), 2017, pp. 141-155.
- *United Kingdom* in *Regulating Human Rights Due Diligence for Corporations* (Heckendorn-Urscheler/Johanna Fournier (eds)), 2017, pp. 183-201.
- *Protecting Workers on Strike: European States Compared*, Jusletter, 06.11.17.

Conférences

- *Études de droit comparé : La protection accordée aux représentants des travailleurs et la protection en cas de grève licite*, Sozialpartner-Workshop zu Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertreter und sowie bei legalem Streik, SECO, Bern, 08.05.17.
- *Comparative Study of National Legal Frameworks Governing Criminal Accountability for Offences Committed Abroad and/or on UN Missions*, Permanent Mission of Switzerland to the UN, New York, 25.10.17
- *Introduction to the Swiss Institute of Comparative Law – Power Lunch*, Law Library of Congress, Washington D.C., 15.11.17.

Stéphanie De Dycker

Editions

- *Implementing the UN Guiding Principles on Business and Human Rights: Private International Law Perspectives*, Publications de l'Institut Suisse de Droit Comparé, Zürich/Bâle/Genève, co-édité avec F. J. Zamora Cabot et L. Heckendorn Urscheler, 2017.

Publications

- *Impact of Foreign Languages on National Legal Orders : une perspective française*, in : M. Schauer, B. Verschraegen (ed.), *Rapports Généraux du XIXème Congrès de l'Académie Internationale de Droit Comparé*, 2017, pp. 589-591.
- *Permeability and Complementarity of Public and Private International Law: The case of the UN Guiding Principles on Business and Human Rights*, *Implementing the UN Guiding Principles on Business and Human Rights: Private International Law Perspectives*, Publications de l'Institut Suisse de Droit Comparé, Volume 81, Zürich/Bâle/Genève, 2017, pp. 77-94.

Karen Topaz Druckman

Publications

- *Service of process/notification; Juriste & Avocat/Sollicitor & Barrister*, Recherche lexicographique en procédure civile/ Lexicographical research in civil procedure, E. Jeuland, S. Lalani, éd. 2017, pp. 187-192, 255-258.

Conférences

- *US Discovery Rules and In-House Counsel of Swiss Companies: The Markwalder Initiative, An Effective Tool?*, 29e Journée DIP, US Litigation Today: Still a Threat For European Businesses or Just a Paper Tiger?, Lausanne ISDC, 23.06.17.
- Journée Doctorale, 15.06.17.
- *What Happened in Lago Agrio: The US Courts' Decisions, 24 Years of Texaco / Chevron and Ecuador*, What Happened in Lago Agrio and What Legal Action Has Accomplished, Lausanne, 14.09.17.
- *An Overview of U.S. Law Concerning Same-sex Marriage and the Constitution after Obergefell*, Law in Multicultural Societies, ISDC, 30.11.17.

Cours

- *Introduction to American Law*, Masters, Université de Lausanne, semestre printemps 2017.
- *Droit des contrats – contrats spéciaux*, Masters en droit des affaires, Université de Savoie-Mont-blanc, semestre printemps 2017.
- *International Business, the CISG and International Sales of Goods*, Masters in European and International Business Law, Université de Savoie-Mont-blanc, fall semester 2017.
- *Droit du commerce international*, Masters, Université de Lausanne, semestre hiver 2017.

Karim El Chazli

Publications

- *Le rôle des langues dans la connaissance et le développement des droits des pays arabes in Schauer M. and Verschraegen B (dir.)*, General Reports of the XIXth Congress of the International Academy of Comparative Law, Springer, 2017, pp. 593-606.
- (avec Cavanna P.), *Subjectivisme et objectivisme dans l'appréhension judiciaire des croyances et pratiques islamiques - Étude comparative*, in Callebat B., de Courreges H., Parisot V. (dir.), Les religions et le droit du travail. Regards croisés, d'ici et d'ailleurs, Bruylant, 2017, pp. 451-481.

Conférences

- *The Verbal Divorce (talaq shafahi) in Egypt between Politics, Religion and Women's Rights*, 2017 Annual Meeting of the American Society of Comparative Law "Comparative Law, Faith and Religion: The Role of Faith in Law", American University Washington College of Law, 27.10.17.
- *Introduction to the Egyptian Legal System*, Présentation faite à des étudiants de l'université de Bâle dans le cadre du cours de Prof. Dr. iur. Corinne Widmer Lüchinger, Institut suisse de droit comparé, 20.11.17.
- *Quelques spécificités des droits musulmans et arabes dans le commerce international*, Intervention à l'université de Lausanne dans le cadre du cours « Droit du commerce international » de Mme Karen Druckman, 23.11.17.

- *Introduction aux droits musulmans et arabes des successions*, Intervention à l'université de Lausanne dans le cadre du cours « Planification successorale internationale » du Prof. A. Bonomi, 18.12.17.

Johanna Fournier

Éditions

- *Regulating Human Rights Due Diligence for Corporations: A Comparative View* (avec L. Heckendorn Urscheler), Genève/Zurich/Bâle 2017.
- N° 42 : 1^{ère} édition 2017 – Février, ISDC's Letter, 2017.
- N° 43 : 2^{ème} édition 2017 – Mai, ISDC's Letter, 2017.
- N° 44 : 3^{ème} édition 2017 – Octobre, ISDC's Letter, 2017.

Publications

- *International Standards in the Domain of Corporate Social Responsibility* (avec L. Heckendorn Urscheler), in L. Heckendorn Urscheler, J. Fournier (éds.), *Regulating Human Rights Due Diligence for Corporations: A Comparative View*, Genève/Zurich/Bâle 2017.
- *The Principle of Responsible Business Conduct in the European Union* (avec L. Heckendorn Urscheler), in L. Heckendorn Urscheler, J. Fournier (éds.), *Regulating Human Rights Due Diligence for Corporations: A Comparative View*, Genève/Zurich/Bâle 2017.
- *Germany* (avec F. Schellhaas), in L. Heckendorn Urscheler, J. Fournier (éds.), *Regulating Human Rights Due Diligence for Corporations: A Comparative View*, Genève/Zurich/Bâle 2017.

Conférences

- *Criminal Accountability on UN Missions: Presentation of an Independent Comparative Study*, Side event at the Permanent Mission of Switzerland to the UN, New York, 25.10.17.
- *Comparative Overview on the Development of Criminal Law relating to Terrorism*, The Legal Framework for Countering Terrorist and Violent Extremist Content Online, Lausanne, 8.12.17.

Lukas Heckendorn Urscheler

Editions

- *Implementing the UN Guiding Principles on Business and Human Rights: Private International Law Perspectives*, *Publications de l'Institut Suisse de Droit Comparé*, Zürich/Bâle/Genève, co-édité avec F. J. Zamora Cabot et S. De Dycker, 2017.
- *Regulating Human Rights Due Diligence for Corporations. A Comparative View*, *Publications de l'Institut Suisse de Droit Comparé*, Zurich/Bâle/Genève, co-édité avec J. Fournier, 2017.

Publications

- *International Context*, in L. Heckendorn Urscheler & J. Fournier (eds.), *Regulating Human Rights Due Diligence for Corporations*, Genève/Zurich/Bâle 2017, pp. 17 – 41 (with J. Fournier).
- *Comparative Reflections on National Regulatory Mechanisms*, in L. Heckendorn Urscheler & J. Fournier (eds.), *Regulating Human Rights Due Diligence for Corporations*, Genève/Zurich/Bâle 2017, p. 223 – 233.

Conférences

- *Normative Framework in Dealing with Terrorist Use of ICT: European Perspectives*, Asia Information and Communications Technology and Counter-Terrorism Dialogue, Jeju (Korea), 30.05.17.

- *Portabilité des données en Europe et en Suisse : encore des divergences*, La protection des données de demain : les enjeux des modernisations en cours, Lausanne, 16.11.17.
- *National Legal Frameworks Regarding Monitoring, Blocking and Taking Down of Terrorist and Violent Extremist Content Online. An Overview on European Approaches*, The Legal Framework for Countering Terrorist and Violent Extremist Content Online, Lausanne, 07.12.17.

Cours

- *Staat, Recht und Religion in Südasien*, Université de Fribourg, 21.10.2017.
- *Regional Integration through Unification and Harmonisation of Law(s)? Debates and Examples in Europe and Beyond in the area of Business & Human Right*, Universidad del Estado de Uruguay, 30.10. – 06.11.17.

Krista Nadakavukaren Schefer

Editions

- *Encyclopedia of International Economic Law*, (Edward Elgar, 2017) (avec Thomas Cottier).

Publications

- *Preface and Acknowledgements* (avec Thomas Cottier), in: Thomas Cottier and Krista Nadakavukaren Schefer (Hrsg.), *Encyclopedia of International Economic Law*, (Edward Elgar, 2017), pp. xxxv-xxxvi.
- *Maintaining Sovereignty and Policy Space*, in: Thomas Cottier and Krista Nadakavukaren Schefer (Hrsg.), *Encyclopedia of International Economic Law*, (Edward Elgar, 2017), pp. 21-24.
- *United Nations Development Programme (UNDP)*, in: Thomas Cottier and Krista Nadakavukaren Schefer (Hrsg.), *Encyclopedia of International Economic Law*, (Edward Elgar, 2017), pp. 125-127.
- *Corruption*, in: Thomas Cottier and Krista Nadakavukaren Schefer (Hrsg.), *Encyclopedia of International Economic Law*, (Edward Elgar, 2017), pp. 228-230.
- *Human Rights*, in: Thomas Cottier and Krista Nadakavukaren Schefer (Hrsg.), *Encyclopedia of International Economic Law*, (Edward Elgar, 2017), pp. 247-249.
- *Financial Services*, in: Thomas Cottier and Krista Nadakavukaren Schefer (Hrsg.), *Encyclopedia of International Economic Law*, (Edward Elgar, 2017), pp. 449-451.

Conférences

- *What Happened in Lago Agrio: The Arbitration Decisions, 24 Years of Texaco / Chevron and Ecuador: What Happened in Lago Agrio and What Legal Action Has Accomplished*, UNIL – Dorigny, 14.09.17.
- *Moderator: The Relationship with Existing Treaties, Is a Multilateral Investment Treaty Needed?* World Trade Institute (Bern), 19.06.17.
- *Organizer, Moderator, Lecture series: Behinderung und Barrieren: Beeinträchtigungen im gesellschaftlichen Leben und deren Überwindung*
 - o *Das Überwinden von Behinderung*, 28.03.17.
 - o *Die Rechte der Personen mit Behinderung*, 25.04.17.
 - o *Messies: Das Bisschen Chaos – (k)ein Problem?*, 23.05.17.
- *Organizer, Moderator, Social Media und Datenschutz*, Zentrum für Menschenrechte, Universität Zürich, 16.03.17.

Cours

- *Selected Topics in International Economic Law*, Université de Bâle, Fev-Juin 2017.
- *International Treaty Law*, Université de Bâle, Fev-Juin 2017.

- *Sustainable Health Governance*, Université de Bâle, Fev-Juin 2017.
- *Investment Law*, Indian Institute of Foreign Trade, 5-7 Juin 2017.
- *Introduction to WTO Law*, Université de Bâle, Sept-Jan 2017.
- *International Investment Law*, Université de Bâle, Sept-Jan 2017.
- *International Financial Regulation*, Université de Bâle, Sept-Jan 2017.

Ilaria Pretelli

Editions

- Tui Memores, *La dimension culturelle du droit international privé*, Zürich, Basel, Genf, 2017 (avec Gian Paolo Romano et Tuto Rossi).
- Yearbook of Private International Law, vol. XVIII, 2016/2017, (associée aux éditeurs Andrea Bonomi et Gian Paolo Romano).

Publications

- *La gouvernance du ius shopping en matière de santé reproductive entre droit international privé et déclinaisons culturelles des droits humains*, in : I. Pretelli, Gian Paolo Romano et Tuto Rossi (Hrsg.), Tui Memores, *La dimension culturelle du droit international privé*, Zürich, Basel, Genf, 2017, pp. 241-271.
- *Provisional and Protective Measures in the European Civil Procedure of the Brussels I System*, in : V. Lazic' & S. Stuij (eds.), Brussels Ibis Regulation, Short Studies in Private International Law, Springer 2017, pp. 97-117.
- *The Principle Iura Aliena Novit Curia and the Role of Foreign Law Advisory Services in Swiss Judicial Practice*, in: Y. Nishitani (ed), *Treatment of Foreign Law - Dynamics towards Convergence?*, Springer 2017, pp. 375-393 (avec Sh. Lalani).
- *Language as a Bridge Between Legal Cultures and Universal Justice: Linguae Alienae Novit Curia?*. in: M. Schauer & B. Verschraegen (eds.), *General Reports of the XIXth Congress of the International Academy of Comparative Law - Rapports Généraux du XIXème Congrès de l'Académie Internationale de Droit Comparé*. vol. 24, Springer, 2017, p. 607-610.

Conférences

- *Implications théoriques et pratiques des nouveaux « droits des couples » : tendances européennes et américaines en perspective*, Urbino, 59^e Séminaire de droit comparé et européen, 27-28.08.17.
- *Analyses et modèles des unions entre personnes et exportabilité de leurs effets juridiques et patrimoniaux*, Universidad Carlos III de Madrid, 16-17.11.17.
- *The recognition of same sex marriages*, "Law and Multicultural Societies: Comparative Perspective", The Shalom Comparative Research Center Ono Academic Law School, Kiryat Ono and Swiss Institute of Comparative Law, Dorigny, 30.11.17.
- *Methodological and theoretical problems of identifying the universal in national Private International Law systems*, "The National and the Universal in Law: From Traditions to Postmodernism", Institute of Legislation and Comparative Law under the government of the Russian Federation, Moscou, 1-2.12.17.

Alfredo Santos

Editions

- *EU News : Click & Read 2016 N°110, N°111, N°112, N°113, N°114, N°115, N°116, N°117, N°118, N°119.*

Conférences

- *Les régimes de protection en Europe : approche en droit comparé*, Protéger un majeur vulnérable, Nice (France), 9 & 10 Novembre 2017.

Josef Skala

Publications

- *La liberté d'expression*, Faculté de droit de l'Université de Pilsen, République tchèque, 7 avril.
- *L'importance des décisions de la CEDH*, Faculté de droit de l'Université de Pilsen, République tchèque, 19 mai.
- *Reflection of the Swiss Institute of Comparative Law on legal transformation in Eastern Europe*, IFLA World Library and Information Congress, Wrocław, Poland, 21 août.
- *Décisions constitutionnelles à Fair trial*, Faculté de droit de l'Université de Pilsen, 8 novembre.
- *La pouvoir public et les droits de l'Homme*, Faculté de droit de l'Université de Pilsen, République tchèque, 10 novembre.

Cours

- Les droits de l'homme et la liberté d'expression, Faculté de droit de l'Université de Pilsen, République tchèque, semestre d'été 2016, 3-7 avril et 15-19 mai.

Martin Sychold

Conférences

- *International Business, Investment and Human Rights : assessing the relationship between Switzerland and Uruguay*, Research Slam of the Leading House for the Latin American Region, Université de St. Gall, 8 décembre 2017.

Cours

- *Trusts in Comparative Perspective*, Bucerius Law School, Hambourg, Allemagne, 11 septembre au 18 octobre 2017.

Carole Viennet

Cours

- *Introduction aux systèmes internationaux protégeant les droits des réfugiés en Europe*, Université de Strasbourg, 18 décembre 2017.

Henrik Westermarck

Publications

- *Regulating Human Rights Due Diligence for Corporations – A Comparative View*, (Chapter on Denmark), Schulthess Genève et al. 2017, pp. 63-76.
- *Legal Opinion on the Regulation of Audit and Audit Supervision in the European Union, Germany and France*, Published by the Bundesamt für Justiz 2017, available at https://www.bj.admin.ch/bj/de/home/aktuell/news/2017/ref_2017-11-09.html

Harro von Senger

Publications

- *Das Tao der Schweiz*, NZZ Libro-Verlag, Zürich 2017.
- *Die List*, Edition Suhrkamp, vol. 2039, Suhrkamp Verlag, 5ème éd., Frankfurt am Main 2017.

Articles

- *Sinomarxismus*, in: *Marcel Senn: Rechts- und Gesellschaftsphilosophie. Historische Fundamente der europäischen, nordamerikanischen, indischen sowie chinesischen Rechts- und Gesellschaftsphilosophie. Eine Einführung mit Quellenmaterialien, Dike / Nomos*, 2. vollständig überarbeitet Auflage, Zürich/St.Gallen 2017, p. 257-288.
- *Wo zai Beijing Daxue de liuxue shouhuo 我在北京大学的留学收获 (Der Ertrag meines Auslandsstudiums an der Beijing Universität)*, in: *Zhonghua Renmin Gongheguo zhu Ruishi Lianbang Dashiguan Jiaoyuchu 中华人民共和国驻瑞士联邦大使馆教育处 (Embassy of the People's Republic of China in the Swiss Confederation, Education Section) (éd.): Women Jiyi zhong de Zhongguo 我们记忆中的中国 (China in Our Memories)*, Bern 2017, p.12-13. // *My Rewarding Years Studying at Beijing University (1975-1977)*, op. cit., p. 14-15. // *Mes études à l'Université de Beijing de 1975 à 1977*, op.cit., p. 16-17.
- *Not only Differences, but also Consensus in Human Rights Concepts between China and the West*, in : *Chen Sun; Hans-Christian Günther (ed.): Aspects of China's New Role in the Globalized World. Problems of International Politics, Séris de livres "East and West", vol. 2, Verlag Traugott Bautz, Nordhausen 2016, p.95-112.*
- *Chinese Criticism of Contemporary Art*, in: *Hans-Christian Günther (ed.): Aesthetics East and West. Philosophy, Music and Art, Série de livres "East and West", vol. 5, Verlag Traugott Bautz, Nordhausen 2017, p.237-267.*
- *Sinomarxismus : Unbekannte Antriebskraft in der Volksrepublik China*, in: *Swiss Future, Magazin für Zukunftsmonitoring*, Nr. 3, Zürich 2017, p. p. 30-31.
- *Mit Grausen. Lettre à l'éditeur sous le titre „Mit Grausen. Spiegel-Gespräch mit dem Historiker Gerd Koenen über Kommunismus gestern und heute », in: Der Spiegel, Nr. 39a, 26.09.17, p. 129.*
- *Zhimou de kuangyuan zai Zhongguo 智谋的矿源在中国 (La source de l'ingéniosité est en Chine)*, in: *Shijie Bingsheng 世界兵圣 (Génies militaires dans le monde / Shijie Bingsheng)*, Suzhou, No. 7, juin 2017, p. 89.
- *Der Sinomarxismus und seine hochgesteckten Ziele. Xi Jinping will China bis Mitte des Jahrhunderts zu einem wohlhabenden, zivilisierten, schönen und starken Land machen*, in: *Die Presse, Wien, p. 27.*
- *Recht und Moulüe*, in : *Kerstin Storm ; Jonas Polfuss (öd): Rechtskultur und Gerechtigkeitssinn in China, Jahrbuch der Deutschen Vereinigung für Chinastudien 11, Harrassowitz Verlag, Wiesbaden 2017, S. 75-118.*

Conférences

- « *Wie denken Chinesen –anders als wir ?* », dans le cadre de « *Pharmazeutisch – Culinarischer – Erfahrungsaustausch* », Saal, Gasthaus Rebstock, Muttenz, 16.03.17.
- « *Mes expériences comme étudiant en Chine 1975 – 1977* », dans le cadre de « *Ruishi Liu Hua Xiaoyou Jinian Ce Fabuhui 瑞士留华校友纪念册发布会 (Conférence pour la distribution de l'Album commémoratif des Suisses qui sont des alumni des universités chinoises)*, Sopra Grande, Kursaal Bern, 17.03.17.
- „*Das Menschenrechtskonzept der Volksrepublik China – kulturell relativistisch oder globalisiert?*“, organisé par Studienstiftung des deutschen Volkes, Logoi, Institut für Philosophie und Diskurs, Aachen, 22.05.17.

- *36 stratagèmes: L'art chinois de la ruse* », dans le cadre de UniNExt. Alumni de la faculté de droit de l'Université de Neuchâtel, Assemblée générale 2017, 01.06.17.
- « *Das Tao der Schweiz* », Hotel Hammer, Würzenrain 11, 6013 Eigenthal, Luzern, 17.06.17.
- „*Das grösste Rechtssystem der Welt in 50 Minuten*“, Bibliotheks-Aula der Universität Salzburg, Hofstallgasse 2, 5020 Salzburg, 20.06.17.
- „Diyi bu Ruishi «Sun Zi Bingfa» fanyiben de yi ge tedian 第一部瑞士孙子兵法翻译本的一个特点 (Une particularité de la première traduction suisse du « Canon de la guerre du Maître Sun Zi») aux organisateurs du « Deuxième sommet mondial à Xiangcheng concernant des génies de l'art de la guerre — Symposium international sur la sagesse de Sun Wu et la sagesse de Feng Menglong (第二届世界兵圣相城峰会—孙武智慧与冯梦龙智囊国际研讨会, 12-13.05.17) », sa contribution a été lue par Mademoiselle CHEN Yuting 陈玉婷, éditrice du magazine interne Shijie Bingsheng 《世界兵圣》(Génies militaires dans le monde) avant cérémonie de clôture de ce « Deuxième sommet mondial», 13.05.17.
- « *Zhongguo Yu Ruishi xiangtong de difang 中国与瑞士相同的地方 (Des parallèles sino-helvétiques)*», dans le cadre de « 1st World Conference for Chinese Studies », University Witten/Herdecke, Witten, Germany, 19.08.17.
- « *Das grösste Rechtssystem der Welt in 50 Minuten* », dans le cadre de « Amtsanlass des Schwyzer Rechts- und Beschwerdedienstes », Einsiedeln 24.08.17.
- „*Die längste Seebrücke der Schweiz*“ dans le cadre d'une réunion sur *Definition einer gemeinsamen Vision "Pro Sihlsee"*, Einsiedeln 26.09.17.
- „*Volksrepublik China – Vorreiterin der Globalisierung im 21. Jahrhundert?*“, dans le cadre de la conférence „*Quo vadis, Westen angesichts der Volksrepublik China? - origo und Harro von Senger im Prime Tower*“, 29.09.17.
- „*Moulüe 谋略 - An unknown Chinese concept of shaping the future*“, organisé par CFA [Chartered Financial Analyst] Society Switzerland, Thomson Reuters, Zurich, 06.10.17.
- « *Das Tao der Schweiz. Blick auf eine unbekannte Beziehung Schweiz China*“, organisé par Schweizerischer Gewerbeverband sgV et Swiss-China Investment Platform Association SCIPA, Bern, 13.12.17.

Cours

- « *Einführung in das grösste Rechtssystem der Welt*“, dans le cadre de „Internationales Privatrecht und Rechtsvergleichung“ de Prof. Corinne Widmer, Université de Bâle, 02.11.17.
- „*Staat und Religion in der Volksrepublik China*“, dans le cadre du séminaire « *Seminar „Staat, Recht und Religion in Asien*“ des Professeurs René Pahud de Mortanges et, Université Freiburg im Ue., 21.10.17.
- *Chine I, Chine II et Chine III (Sinomarxismus) dans le cadre de la „Vorlesung zur Rechtsphilosophie“, Rechtswissenschaftliches Institut, Lehrstuhl Professor Marcel Senn, Université de Zurich, 4/11/18.12.17.*

Interview

- Interview à M. Philippe le Bé sur « *Les 36 stratagèmes* », à Einsiedeln, jeudi 3 novembre, suivi de plusieurs courriels explicatifs, publié par Philippe le Bé sous le titre « Ces stratagèmes qui influencent la politique économique chinoise ». En marge de la visite officielle en Suisse du président chinois, le sinologue suisse Harro von Senger explique l'importance des 36 stratagèmes avec lesquels les Chinois jonglent depuis toujours », Bilan. La Référence Suisse de l'Economie, 18 janvier 2017, p. 22 – 24 ; publié aussi sous le titre « Xi Jinping, dans la ligne stratégique à long terme de Maozedong », 24.10.17.

- Interview à M. Paul Thomas, sda-Auslandredaktion, par courriel le 9 janvier 2017, publié par exemple sous le titre « *Warum China der Schweiz so viel Aufmerksamkeit schenkt* », in : « *Handelszeitung* », 12.01.17.
- Interview par courriel à Madame Susie Reinhardt sur « Die 36 Strategeme », le 2 avril 2017, publié sous le titre « Das chinesische Wort für Weisheit bedeutet auch List » in : *Psychologie heute*, Weinheim, novembre 2017, p. 64-68.
- Interview en directe à M. Joachim Salau dans le cadre de « Kultur kompakt », Radio SRF 2 Kultur, 02.05.17.
- Interview sur « *Das Tao der Schweiz* » à M. Gene FU (FU Jing 付敬), Deputy Chief of European Union Bureau, China Daily Brussel, Brussels, Belgium, 09.05.17., publié in : « *China Daily* », Beijing, 13.05.17 p. 4 sous le titre « Chinese philosophy drives Switzerland » ; and in the online-edition of *China Daily* under the same title.
- Interview à Kathrin Hondl sur « *Zwischen Marxismus und Markt* », 20.10.17, diffusé le 22.10.17.

Activités de la bibliothèque



Introduction

Innovation(s) ?

L'OCDE définit l'innovation comme étant la mise en œuvre d'un produit, que ce soit bien ou service, d'un procédé nouveau ou sensiblement amélioré, d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures.¹

Les services innovants mis en place dans les bibliothèques peuvent être orientés, eux, selon trois axes : l'appropriation des espaces, la pédagogie active et enfin l'apport des usagers.² Petit aperçu de ce qui a été progressivement mis en place, étoffé ou réintroduit en 2017 à l'ISDC :

Des espaces pour tout et pour tous

Rendre accessible les collections et certains services de manière plus élargie est considéré comme la « clé de voûte » du développement d'une nouvelle relation entre la bibliothèque et ses publics. La bibliothèque de l'ISDC et ses collections en libre-accès sont accessibles 24 heures sur 24, tous les jours de l'année, les prêts sont désormais automatisés depuis 2017 grâce à une borne mûrement choisie et paramétrée, la sécurité y est assurée et un espace de travail collaboratif ainsi que des salles de travail de groupe sont à disposition de tous les utilisateurs.

Se former...activement

En 2017, des ateliers hebdomadaires ont été mis en place à l'heure du lunch pour favoriser les échanges et les interactions avec les chercheurs et les collaborateurs (cf. V, 2 "Les ateliers pratiques du service de référence"). Au final et en dépit d'une fréquentation restée confidentielle, une expérience qui s'est révélée extrêmement fructueuse pour appréhender le contenu et les fonctionnalités de nos bases de données et outils de recherche.

La participation des usagers

Elle est favorisée et encouragée par la proximité et la convivialité des espaces et des services mis à leur disposition, et est devenue désormais le principal axe de développement de nos collections. Chacune de leurs suggestions et de leurs demandes est évaluée, traitée en priorité et fait l'objet d'une prise en charge et d'une communication personnalisées. En retour, les usagers sont régulièrement sollicités pour apporter leurs éclairages dans leurs domaines de prédilections, tester et évaluer certaines ressources ou soutenir un pair arrivant à l'Institut...

« Innover à reculons » : la réintroduction du dépouillement des périodiques à l'ISDC

L'Institut suisse de droit comparé avait renoncé à poursuivre la pratique du dépouillement des monographies en 1990 et des périodiques en 2000. Dans le cadre de son plan stratégique 2016-2020, par souci de visibilité et de valorisation des nombreux abonnements qu'elle possède, la bibliothèque a envisagé de réintroduire cette pratique, à savoir « *le travail de collecte et de signalement dans un catalogue des articles pertinents par les documentalistes spécialisés* » considérée par notre collègue et responsable du centre de documentation du CIES à Neuchâtel, Marie-Claude Borel, comme « *une obligation que se donnent les institutions de recherche qui prétendent rendre le meilleur service à leurs chercheurs* ».

¹ Organisation de coopération et de développement économiques. Manuel d'Oslo : Principes directeurs pour le recueil et l'interprétation des données sur l'innovation, 3^e édition, Éditions de l'OCDE, Paris, 2005, 184 pages.

² cf. Anne-Gaëlle Habib, Introduire de la nouveauté pour améliorer la réussite et la satisfaction des usagers : <http://www.rebicq.ca/initiatives-innovantes-pour-les-usagers/> [page consultée le 17 avril 2018].

Une réflexion sur le dépouillement des périodiques à l'ère du numérique a donc été menée au printemps 2017 sous l'égide du service des ressources continues et a abouti à la mise en place de procédures de travail et à la sélection d'une cinquantaine de revues de droit comparé et international privé. Désormais, plus d'un millier d'articles viennent enrichir [notre catalogue](#).

Sadri Saieb

Chef de domaine de Direction Bibliothèque

The image shows a screenshot of a digital library catalog interface. It displays a list of 8 articles, each with a 'Sélectionner' checkbox, a document icon, the article title, author name, and publication information. Each entry also includes a 'Disponible' status indicator and buttons for 'Obtenir', 'Détails', 'Plus...', and 'Exporter'.

- Sélectionner
L'usucapion en matière immobilière dans le droit positif tchadien
Djikoloum, Benjamin Bénan
In: Revue africaine de sciences politique et sociales : Raspos. - Saint-Louis du Sénégal. - No 16(2018), p. 69-96
● Disponible
Obtenir Détails Plus... Exporter
- Sélectionner
The State of investor-state arbitration : a reality check of the issues, trends, and directions in Asia-Pacific
Onesse, Julien
Dondé, Rahul
In: The International lawyer. - [Chicago Ill.]. - Vol. 51(2018), no 1, p. 48-67
● Disponible
Obtenir Détails Plus... Exporter
- Sélectionner
Dualisme ou monisme juridictionnel dans les systèmes juridiques des Etats d'Afrique francophone ?
Assiène Ngon, Patrick Henri
In: Revue africaine de sciences politique et sociales : Raspos. - Saint-Louis du Sénégal. - No 16(2018), p. 4-36
● Disponible
Obtenir Détails Plus... Exporter
- Sélectionner
La compétence extracommunautaire des tribunaux judiciaires OHADA
Bahoken, Valéri Lesmont
In: Fenant : revue trimestrielle de droit africain. - Paris. - Année 128(2018), no 902, p. 5-33
● Disponible
Obtenir Détails Plus... Exporter
- Sélectionner
Les aspects TVA et impôts sur les revenus des transmissions d'entreprise
Bepulchre, Vincent
In: Revue de planification patrimoniale belge et internationale. - Bruxelles. - No 1(2018), p. 104-114
● Disponible
Obtenir Détails Plus... Exporter
- Sélectionner
La contribution du juge de l'intégration francophone au contentieux de la fonction publique : exemples de la CEMAC et de l'UEMOA
Ndiaye, Ameth
In: Revue africaine de sciences politique et sociales : Raspos. - Saint-Louis du Sénégal. - No 16(2018), p. 454-454
● Disponible
Obtenir Détails Plus... Exporter
- Sélectionner
Self-cleaning and leniency : comparable objectives but different levels of success ?
Schoenmaekers, Sarah
In: European procurement & public private partnership law review : EPPPL. - Berlin. - Vol. 13(2018), no 1, p. 3-17
● Disponible
Obtenir Détails Plus... Exporter
- Sélectionner
Who's to blame for the public procurement reform in Croatia ?
Hecimovic, Ana
In: European procurement & public private partnership law review : EPPPL. - Berlin. - Vol. 13(2018), no 1, p. 48-55
● Disponible
Obtenir Détails Plus... Exporter
- Sélectionner
Liberté et sécurité dans la société Ouest africaine de l'information
Ngom, Mbissane
In: Revue africaine de sciences politique et sociales : Raspos. - Saint-Louis du Sénégal. - No 16(2018), p. 97-138
● Disponible
Obtenir Détails Plus... Exporter

I. Services des acquisitions et des ressources continues

Evolution des dépenses totales de la bibliothèque	2017	2016	2015	2014	2013
Montant des dépenses <i>(y.c. Biblio. de l'OFJ, Berne)</i>	1'258'806 100 000	1'223'984 100 000	1'223'296 100 000	1'407'063 100 000	1'344'594 100 000
Monographies	17 %	17 %	23 %	25.5%	28%
Collections monographiques et monographies avec rééditions	2 %	1.5 %	2 %	2%	1%
E-books	3 %	7 %	3 %	6.5%	3.5 %
Revue scientifique <i>(périodiques)</i>	18 %	23 %	19.5 %	22.5%	21%
Publications en série <i>(suites)</i>	16 %	14 %	15 %	12.5%	15%
Publications sur feuillets mobiles <i>(mises à jour)</i>	12 %	11.5 %	10.5 %	10.5%	12,5%
Ressources électroniques	31 %	25.5 %	26.5 %	19.5%	18%
Frais administratifs <i>(transports, etc)</i>	1 %	0.5 %	0.5 %	1%	1%

Accroissement des collections

Achats de monographies	2017	2016	2015	2014	2013
Commandes monographiques <i>*(sans ouvrages chinois et arabes)</i>	1'662 *	1'748 *	2'470 *	3'425	3'138
Commandes monographiques Bibliothèque de l'OFJ, Berne	447	441	432	429	457
Prix moyen d'un livre (CHF)	96.13	99.84	94.40	102.77	108.29

Abonnements et ordres permanents en cours

Suites (ordres permanents)	2017	2016	2015	2014	2013
Collections monographiques et monographies avec rééditions	70	71	116	136	136
Publications en série <i>(suites)</i>	151	157	264	276	277

Ressources continues	2017	2016	2015	2014	2013
Revue scientifique <i>(périodiques)</i>	918	994	1060	1215	1342
Publications sur feuillets mobiles <i>(mises-à-jour)</i>	165	190	198	221	260
Banques de données	152	132	140	125	107
CD-ROM	0	2	2	2	5

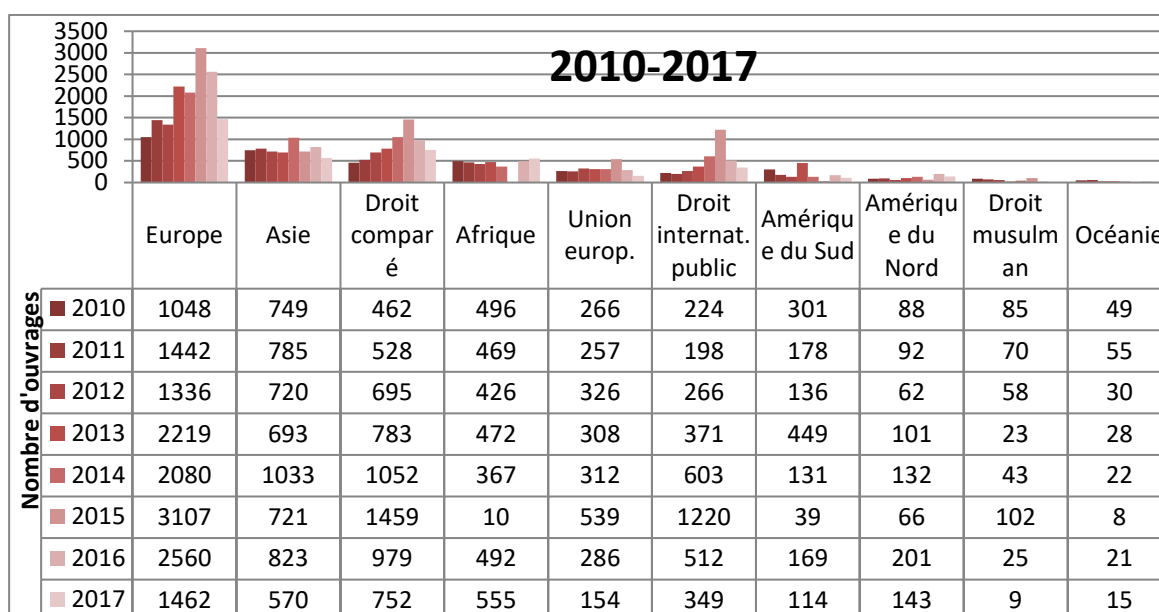
II. Catalogage et développement des collections

1. Catalogage et traitement des ouvrages

Statistiques de catalogage					
Années	2017	2106	2015	2014	2013
Total des volumes catalogués	5747	6183	7865	5775	5447

2. Mise à jour des collections

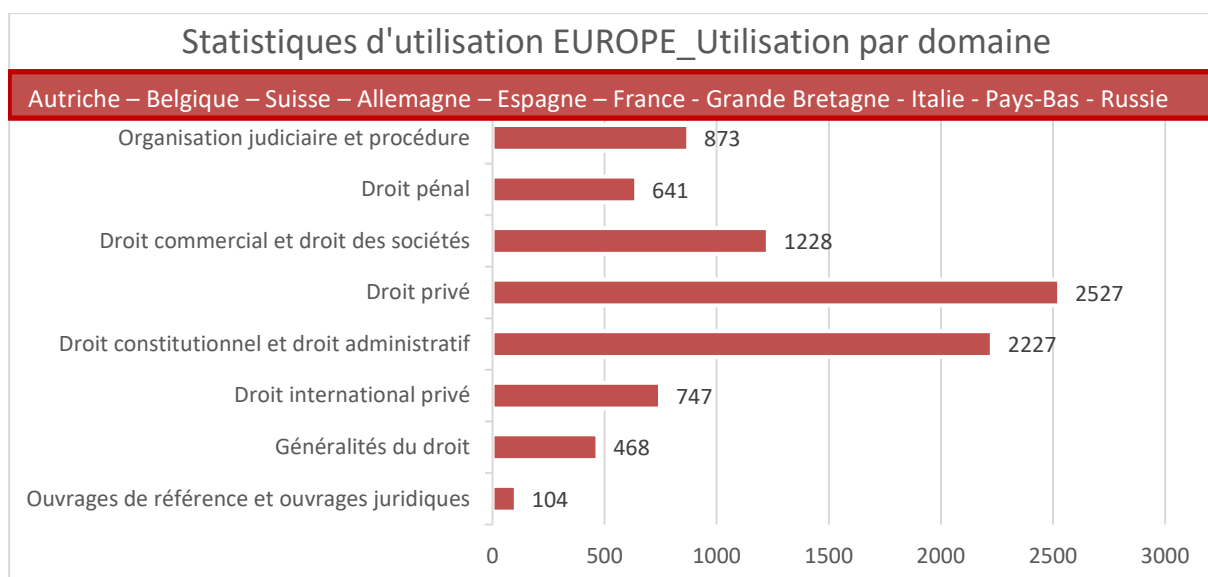
Comparatif de la répartition par domaines des ouvrages acquis par la bibliothèque de 2010 à 2017



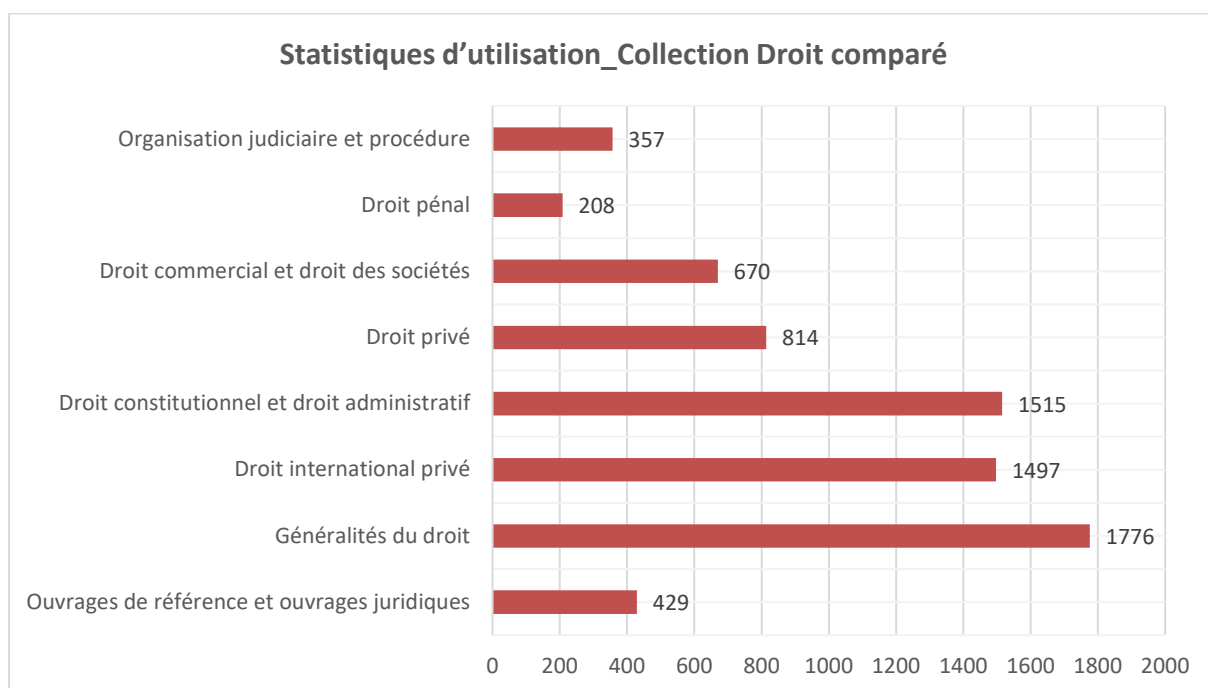
Cette année est caractérisée par un retour à la moyenne en terme de nombre total des ouvrages, et ce par rapport aux trois dernières années qui ont été marquées par de nombreux dons ainsi que par le traitement rétrospectif de documents en attente (notamment turc et slave).

Les collections « Europe », « Asie » et « Droit comparé » continuent à être prioritairement mises à jour, avec l'Europe en tête du classement, qui représente plus de la moitié des ouvrages catalogués (57%). Une sensible augmentation des ouvrages intégrés dans la collection africaine est aussi à relever. Les autres régions demeurent moyennement stables, le volume des ouvrages traités étant comparable aux années précédentes.

Cette année, une analyse plus fine a été effectuée sur les ouvrages consultés dans le cadre du prêt (nombre de prêt enregistré dans les bureaux, sur les places de travail et via le PEB) en considérant les 10 pays européens les plus représentatifs en matière d'utilisation : Autriche – Belgique – Suisse – Allemagne – Espagne – France - Grande Bretagne - Italie - Pays-Bas – Russie. Selon le graphique ci-dessous, il s'avère que trois domaines sont particulièrement recherchés par les utilisateurs. Il s'agit du droit privé, du droit constitutionnel et droit administratif, ainsi que du droit commercial et droit des sociétés.



Quant au droit comparé, nous notons que trois types de domaine ont été consultés en priorité en 2017. Il s'agit du domaine général du droit, le droit constitutionnel et droit administratif, suivi par le droit international privé.

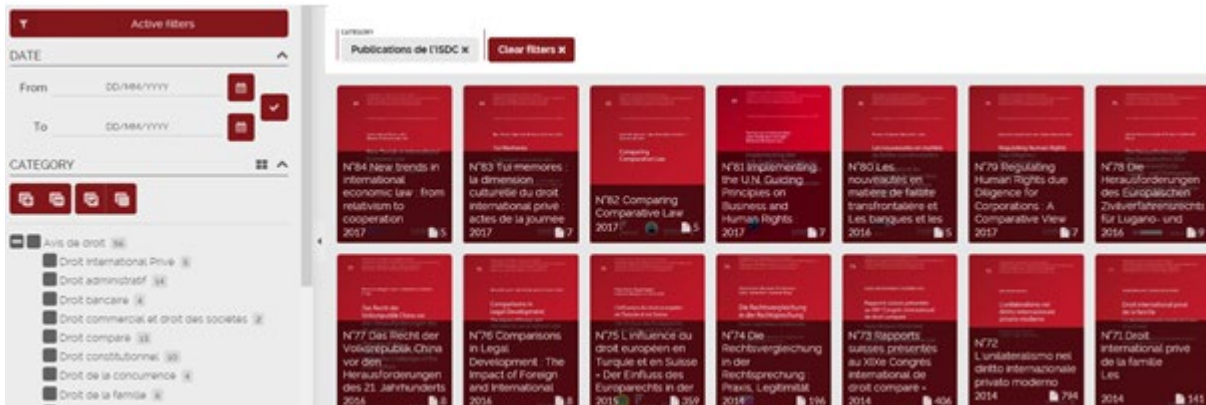


3. Numérisation

<http://www.e-collection.isdc.ch/>

Cette année a été marquée par la migration vers la nouvelle interface e-collection, qui comprend une ergonomie complètement repensée autant sur la clarté des informations que sur l'uniformité des affichages. Ceci rend la nouvelle interface intuitive et conviviale avec des fonctionnalités répondant aux besoins actuels, avec plusieurs nouveautés à relever :

- Interface HTML5, accessible depuis n'importe quel appareil moderne (Ordinateurs, Tablettes, Smartphones, ...)
- Meilleur moteur de recherche avec des options de recherche plus avancées
- Fonctionnalités de partage à travers les réseaux sociaux
- Possibilité de contrôle de l'indexation par les moteurs de recherche
- Meilleures statistiques d'utilisation



Les statistiques relatives à la consultation enregistrent une augmentation sensible sur les sessions utilisées. On continue de disposer des mêmes fréquences de consultation, majoritairement par un public suisse, qui représente plus de 55 %. Cette année a néanmoins été marquée par l'utilisation d'un nouveau public, notamment en Slovénie, Pologne et Turquie ce qui représente ainsi à eux trois 5.5 %.

1.	Switzerland	827	55,44 %
2.	Germany	148	11,32 %
3.	Slovenia	69	2,03 %
4.	United States	48	3,98 %
5.	Brazil	47	1,77 %
6.	France	35	2,92 %
7.	Poland	33	2,12 %
8.	Italy	32	2,74 %
9.	Russia	25	0,97 %
10.	Turkey	20	1,15 %

III. Coordination locale des Institutions fédérales (IF)

En 2017, la Coordination locale des Institutions fédérales a été chargée de s'occuper de la dernière migration de Virtua avant le choix d'un nouveau système intégré de gestion de l'information (SIGB) en 2019. En complément à ce travail de mise en place pour l'ensemble du réseau IF, il y a eu la création d'une instance SFX de gestion des périodiques électroniques ainsi que la participation à la mise en place et à la formation des partenaires pour le nouvel outil de découverte Explore RERO. La Coordination a également participé au projet d'installation d'une borne automatique de prêt au sein de l'ISDC pour y apporter son expérience technique. Pour finir l'année, il y a eu également un support particulier à l'IFFP pour assurer une présence à la bibliothèque et offrir un service aux usagers. Ces tâches particulières sont venues en plus du travail régulier, comme le toujours délicat passage de l'année fiscale (Roll-over), le contrôle et la correction des listes d'erreurs, la gestion des codes de connexion au client Virtua, l'édition de listes particulières, la participation aux réunions de Coordination RERO et les réponses aux questions des partenaires.

Coordination locale pour le catalogage

Les deux séances de la Commission de catalogage tenues en 2017 (le 2 mai et le 14 septembre) ont été en partie consacrées à faire un point sur l'avancement des règles par rapport à SLSP et au passage à RDA. Il avait été convenu que les travaux de la COCA allaient dorénavant se focaliser sur les tâches prioritaires découlant de la préparation d'introduction des nouvelles règles et du suivi des évolutions à venir (SLSP, nouveau RERO).

Les prochaines actions concrètes à mettre en œuvre consisteront à la réintroduction des codes de fonction dans les points d'accès et l'ajout des zones 336, 337, 338 et 264 améliorant les accès aux informations des notices.

Coordination locale pour les acquisitions

Le groupe Acquisitions n'a pas eu de réunion en 2017.

Coordination locale du prêt

Durant l'année 2017, aucune séance du groupe Prêt n'a eu lieu, cependant :

- En début d'année, la coordination du prêt a effectué une batterie de tests en vue de la migration Virtua de l'été et de la mise en place de la nouvelle version de l'outil de découverte RERO Explore.
- Le manuel de prêt a été mis à jour au mois de novembre.

Il y eu changement de la composition du groupe Prêt : Laetitia Kaiser a remplacé à son départ Christelle Weibel comme coordinatrice du prêt pour le site des Institutions fédérales.

Coordination locale pour le bulletinage

Il n'y a pas eu de réunions de ce groupe en 2017. La création d'une instance SFX propre aux IF est un travail indispensable, qui a fait suite à la séparation avec les bibliothèques du canton de Vaud et qui est du périmètre du responsable de la Coordination. Il y a eu une mise en place de chablon de catalogage, ainsi que la préparation d'instructions avec formation pour le dépouillement partagé d'articles des périodiques.

Coordination locale pour le prêt interbibliothèques

Lors de son unique séance (le 2 octobre 2017), la Commission de prêt interbibliothèques RERO a statué sur l'harmonisation du tarif pour la fourniture de copies d'un article en Suisse, proposé le développement de fonctionnalités du logiciel ILL RERO qui ont été mises en place progressivement par la centrale à Martigny, examiné la solution Worldshare ILL d'OCLC et évoqué la situation et la collaboration avec le réseau Renouvaud.

Coordination locale pour l'OPAC

En 2017, c'est le remplacement de l'OPAC par un développement personnalisé par RERO de l'interface Explore qui a monopolisé toutes les ressources du groupe DITOO. L'interface devait apporter des fonctionnalités similaires. Le choix d'effectuer un développement au sein de RERO était une décision tardive qui a retardé la mise en fonction de plusieurs fonctionnalités, mais qui a offert la possibilité d'implémenter de plus gros changements et ajouts de services ; ce qui s'est révélé très intéressant par la suite pour intégrer des outils conviviaux à l'interface de recherche.

Coordination locale pour l'indexation

Les questions et la gestion du langage d'indexation JURIVOC sont entièrement assurées par le Tribunal fédéral.



IV. Gestion de la bibliothèque de l'Office fédéral de la justice

L'année 2017, la huitième accomplie sous la gestion de l'ISDC, a été particulièrement tournée vers le futur, grâce à l'introduction de l'outil de découverte (« Discovery solution ») de RERO « Explore » qui a remplacé l'ancien OPAC (Online Public Access Catalogue). Cet outil permet aux usagers de rechercher des informations provenant de plusieurs sources (le catalogue collectif, des ressources en ligne, des bases de données et serveurs institutionnels) et apporte une navigation moderne et intuitive grâce aux facettes.

Ce changement n'est qu'un léger prélude aux grandes mutations qui vont avoir lieu dans le monde des bibliothèques suisses dans les années futures : passage à des SIGB (système intégré de gestion de bibliothèque) de nouvelle génération, stockage des données dans le cloud, réorganisation complète des différents réseaux suisses et redistribution des services pour les bibliothèques, changements des formats et des modèles des métadonnées, etc.

Cette année encore, la collaboration entre les deux bibliothèques (OFJ et ISDC) a été excellente. La synergie s'intensifie au fil du temps et donne lieu à une satisfaction tangible des utilisatrices et des utilisateurs.

L'activité essentielle a consisté, comme d'habitude, dans la mise à disposition des ressources documentaires nécessaires à l'activité des collaboratrices et des collaborateurs de l'Office, ainsi que dans l'assistance lors de leurs recherches grâce à un service compétent, chaleureux et convivial.

C'est la première mission de la bibliothèque et nous y accordons toujours une grande importance, car comme l'écrivait déjà en 1627 le bibliothécaire Gabriel Naudé dans son *Advis pour dresser une bibliothèque* : « Il n'y a rien qui rende une bibliothèque plus recommandable que lorsque chacun y trouve ce qu'il cherche ».

Même si les chiffres sur l'utilisation montrent une légère baisse des demandes et des prêts, cette fluctuation est tout à fait normale et explicable, comme pour l'année précédente, avec la variation naturelle des besoins documentaires et l'indépendance accrue de nos utilisatrices et de nos utilisateurs.

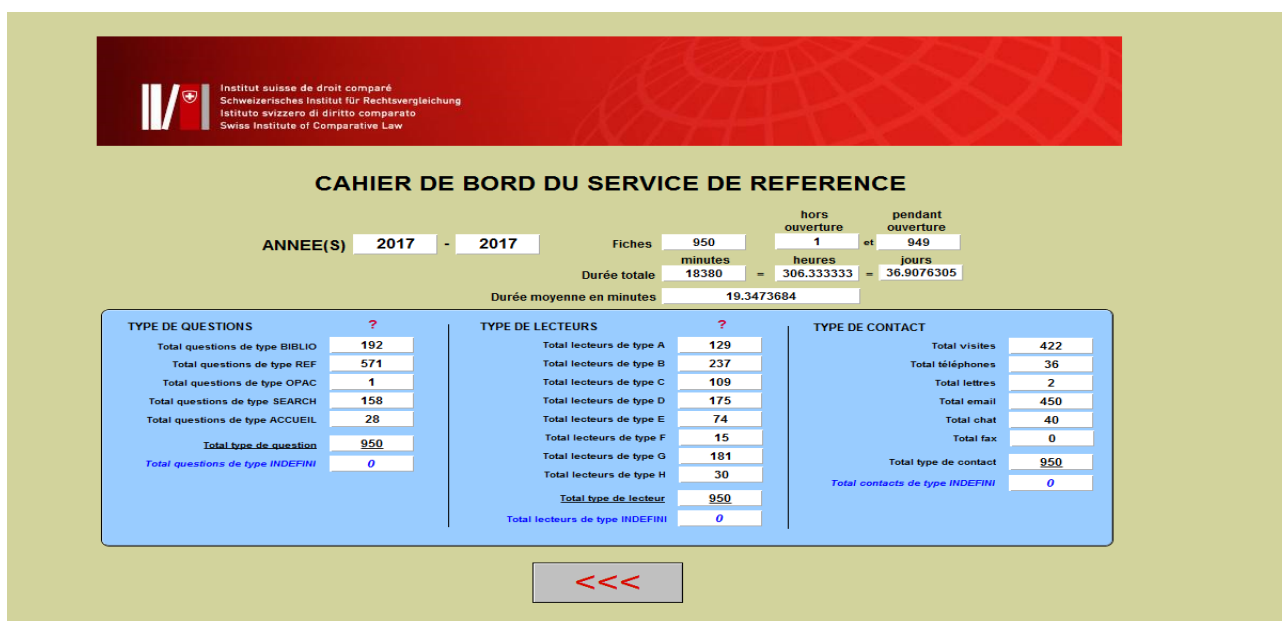
Les évènements marquants pendant l'année 2017 ont été les suivants :

- Le passage à une nouvelle version du SIGB Virtua, qui a corrigé des bugs et amélioré certaines fonctionnalités.
- Le passage de l'ancien OPAC à l'outil de découverte « Explore », développé par RERO à l'aide d'une API d'Ex Libris.
- La réalisation d'une exposition temporaire à la bibliothèque sur le thème des mesures coercitives à des fins d'assistance, qui a connu un discret succès d'estime
- La réorientation dans le monde professionnel d'un jeune, qui a effectué un stage de 5 mois à la bibliothèque dans le cadre d'un programme de réinsertion de la SUVA (le stage était prévu sur 6 mois, mais il a retrouvé une place de travail dans le domaine du livre avant la fin de son contrat).

Le budget, inchangé par rapport aux années précédentes, a été intégralement utilisé. La bibliothèque a pu acheter tout ce qui était nécessaire et proposé par les collaboratrices et les collaborateurs de l'Office.

V. Services au public

1. Service de référence et offres de formation



Légende du tableau :

Type de question

BIBLIO	Tout ce qui concerne le fonctionnement de notre bibliothèque (utilisation de la classification, localisation aux rayons (ex : ouvrage introuvable, dépôts...), consultation des ouvrages, problèmes techniques (postes de consultations, scanners, connexions au réseau Wifi...) et accès aux bases de données.
OPAC	Consultation et introduction à notre catalogue en ligne, outil de découvert, recherche dans RERO et autres catalogues
REF	Toutes les questions ponctuelles : identifications de référence bibliographique (acronymes et abréviations, titres de périodiques, vérifications de patronymes, numéros de pages, dates de publications...)
SEARCH	Recherche documentaire, factuelle ou bibliographique.
ACCUEIL	Introduction personnalisées à la bibliothèque

Type de lecteurs

- A – Collaborateurs scientifiques de l'ISDC
- B – Boursiers, chercheurs disposant d'une place de travail attribuée
- C – Provenant du site UNIL-EPFL
- D – Autre université suisse ou étrangère
- E – Professionnel (Avocat, juriste, OI & ONG, sociétés)
- F – Privé, particulier (recherche à titre privé)
- G - Bibliothèque et service de documentation
- H – Administration fédérale et cantonale

En 2017, le Service de référence a consacré près de 306 heures pour répondre à 950 demandes. Cette augmentation de 35% par rapport à l'année 2016 s'explique notamment par un soutien accru et en présentiel à nos boursiers et nos chercheurs (237 demandes en 2017 contre 154 en 2016) conformément à la politique d'innovation mise en place (cf. *Introduction*). Avec comme résultats, une forte et fructueuse interaction qui nous a permis d'augmenter considérablement notre offre en bases de données (cf. *Services des acquisitions et des ressources continues*) et d'enrichir et de mettre à jour nos collections dans des domaines très spécifiques.

Demandes traitées par le service de référence (en présentiel et à distance)					
Années	2017	2016	2015	2014	2013
Nombre total	950	699	679	857	665

2. Les ateliers pratiques du service de référence



A l'heure du lunch et en 30 mn chrono, venez découvrir à l'ISDC, les secrets de la recherche et des outils en droit comparé : posez vos questions, amenez vos références, testez de nouvelles ressources...

En 2017, l'Institut suisse de droit comparé a mis en place tous les mercredis midis des ateliers pratiques et conviviaux sur la recherche en droit étranger, les bases de données juridiques commerciales et les nouveaux outils de découverte des bibliothèques. Destinées à favoriser l'interaction entre les collaborateurs scientifiques, de la bibliothèque, nos boursiers et les chercheurs, ces présentations ont abordé chaque semaine des sujets variés ou d'actualité.

Voici les intitulés des 45 ateliers organisés de janvier à décembre et qui ont réuni plus de 300 participants au total :

- De l'écrit à l'écran : les incontournables du droit comparé
- Quelles bases de données pour la recherche en droit français ?
- Les revues et les ouvrages juridiques en ligne : état de l'offre disponible à la BCU et l'ISDC
- Introduction à la recherche en droit africain (Documentation juridique africaine I)
- Quelles bases de données pour la recherche en Common Law ?
- Les nouveaux outils de découverte de bibliothèques : comment effectuer vos recherches dans Explore, Renouvaud et Jusbib ?
- Quelles bases de données pour la recherche en droit allemand ?
- Droit islamique et Common Law en Afrique (Documentation juridique africaine II)
- Commencer une recherche en ligne en droit comparé : les secrets des collaborateurs de l'ISDC
- Quelles bases de données pour la recherche en droit suisse ?
- Comment citer vos références bibliographiques en droit étranger ?
- Quelles bases de données pour la recherche en droit italien ?
- Quelles bases de données pour la recherche en droit de l'arbitrage ?
- Comparer les logiciels de gestion de références bibliographiques
- Le droit communautaire africain : OHADA, Cedeao, Cemac, SADC... (Documentation juridique africaine III)
- Les services de renseignement à distance : un panorama.
- Quelles bases de données pour la recherche en droit belge et luxembourgeois ?
- La recherche en ligne en droit canadien et québécois
- Quelles bases de données pour la recherche en droit fiscal ?
- L'Afrique italienne : Somalie, Erythrée et Ethiopie (Documentation juridique africaine IV)
- Les ressources en ligne en droit du sport et de l'art
- Explore NEW, le catalogue et outil de découverte de RERO dès le 1er juillet 2017
- Quelles bases de données pour la recherche en droit chinois ?

- Les bases de données de la rentrée en avant-première
- Le droit coutumier africain (Documentation juridique africaine V)
- Les ressources en ligne en droit de la santé
- Quelles bases de données pour la recherche en droit européen ?
- Les nouvelles revues juridiques en ligne
- Explore, le nouveau catalogue de RERO
- Les ressources en ligne en droit religieux
- Les ouvrages de référence en droit africain (Documentation juridique africaine VI)
- Quelles bases de données en anglais pour la recherche en droit au Moyen-Orient ?
- Les nouveautés de la rentrée
- Le droit Sud-africain (Documentation juridique africaine VII)
- Quelles bases de données pour la recherche en droit international public ?
- Les ressources en ligne disponibles à l'ISDC (atelier en chinois)
- *Liber amicorum* : comment rechercher et citer les mélanges juridiques
- Le droit de l'océan Indien I (Documentation juridique africaine VIII)
- Le droit de l'océan Indien II : Maurice et Madagascar (Documentation juridique africaine IX)
- Quelles bases de données pour la recherche en droit international privé ?
- *Corpus Juris Secundum* : pourquoi utiliser les encyclopédies juridiques.
- Quelles bases de données pour la recherche en droit espagnol et portugais ?
- Les systèmes juridiques dans le monde (LégiGlobe)
- Le droit colonial en Afrique (Documentation juridique africaine X)
- Quelles bases de données pour la recherche en droit anglais ?

3. Emprunt des ouvrages

Statistiques des prêts

	2017	2016	2015	2014	2013
Nombre de transactions enregistrées sur place	12'857	15'549	22'987	16'245	9'648
Nombre de prêts enregistrés dans les bureaux, les places de travail et via le PEB	39'990	36'519	1'9717	14'877	5'320
TOTAL	52'847	51'978	42'704	31'122	14'968

4. Prêt entre bibliothèques & demandes de documents

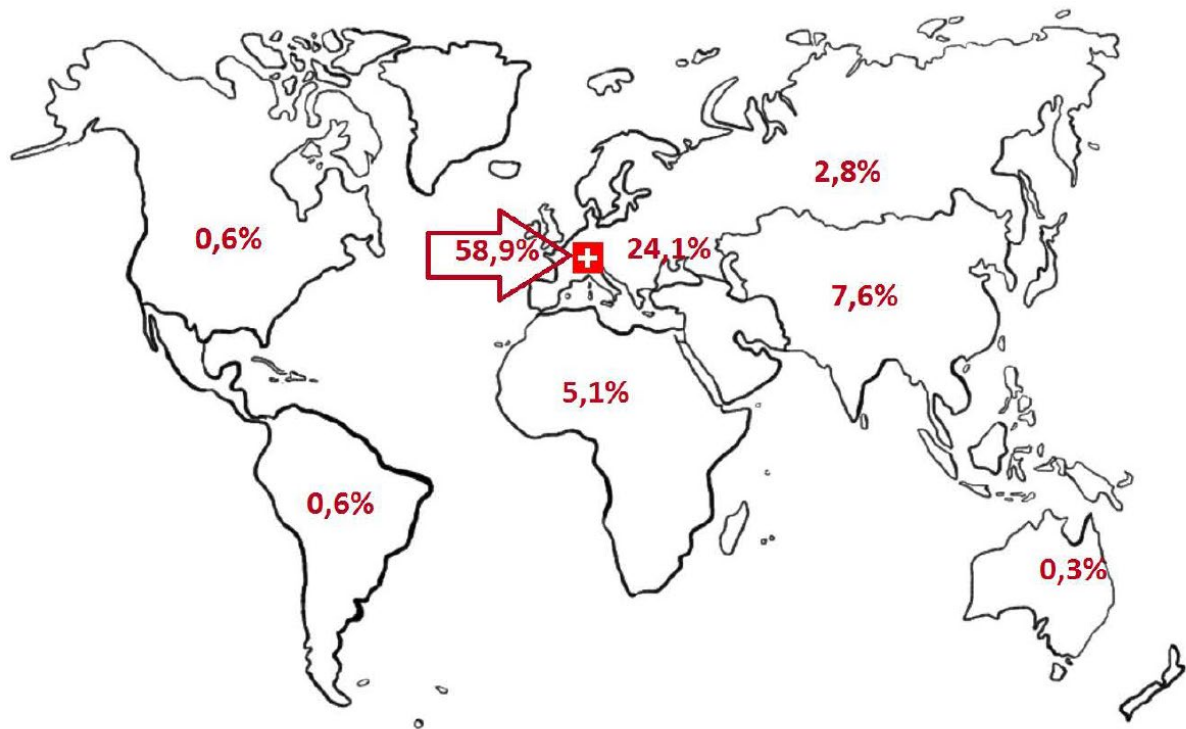
Le service de prêt entre bibliothèques (PEB) et de demande de photocopies (DD) reste un point incontournable de convergence entre les services au public et le développement des collections. Comme en 2016, cette année 2017 est de nouveau marquée par la baisse sensible des demandes de photocopies. Par contre, les envois d'ouvrages gratuits aux bibliothèques suisses et ceux contre paiement aux bibliothèques étrangères (au moyen d'IFLA voucher) ont considérablement augmenté et ont atteint le nombre de 430 volumes, contre 340 volumes en 2016.

5. Accueil des chercheurs

En 2017, près de 15'000 utilisateurs ponctuels (14'809, soit 49 utilisateurs quotidiens) ont utilisé les services de notre bibliothèque.

- Le nombre des tables réservées est en hausse par rapport à l'année précédente (362 chercheurs contre 322 en 2016). Toutes les facultés juridiques suisses (sauf Lucerne) sont représentées et l'on constate une augmentation des chercheurs venant d'institutions à l'étranger, notamment de France (35 chercheurs provenant de 10 universités différentes).
- Sur les personnes ayant réservé une table en 2017, 76% venaient à l'Institut pour la première fois. Près de 60% d'entre elles (58,9%) étaient immatriculées dans une université suisse, dont 72% de l'Université de Lausanne.
- A noter également que 127 de ces chercheurs (41%) ont bénéficié d'un accès 24/24h à la bibliothèque et que 38 % d'entre eux ont bénéficié d'un accueil personnalisé au Welcome Center.

Carte des institutions d'origines des chercheuses et chercheurs de 2017 :



Comparatif des chercheurs par provenance : 2013– 2017

Provenance des Chercheurs	2013	2014	2015	2016	2017
Afrique et Moyen Orient	42	45	39	56	65
Amérique du Sud et Centrale	14	14	13	12	2
Amérique du Nord	6	9	2	5	3
Asie	15	29	42	20	19
Europe hors UE	44	35	23	27	18
Océanie	0	0	0	1	1
Union Européenne	121	119	137	119	152
Sous-total	242	251	256	240	260
Suisse	62	99	102	82	102
Total	304	350	358	322	362

Comparatif des chercheurs par institutions d'attache : 2013 – 2017

Institutions	2013	2014	2015	2016	2017
Amérique du Nord	3	3	4	3	2
Amérique du Sud et Centrale	1	3	3	5	2
Asie	6	14	21	25	24
Afrique	23	10	11	10	16
Europe hors UE	3	9	9	6	4
Union européenne	69	56	64	67	82
Total Institutions étrangères	105	95	112	116	162
Suisse	199 dont : Fribourg : 8 Genève : 4 Neuchâtel : 14 Lausanne : 165 St Gall : 7 Zurich : 1 Ni Lucerne ni Bâle ! Ni Berne	255 dont : Fribourg : 23 Genève : 13 Neuchâtel : 14 Lausanne : 187 St Gall : 7 Zurich : 6 Berne : 2 Lucerne : 1 Bâle : 2	246 dont : Fribourg : 28 Genève : 8 Neuchâtel : 16 Lausanne : 178 St Gall : 5 Zurich : 5 Berne : 4 UNISI : 2 mais ni Lucerne ni Bâle	206 dont : Fribourg : 13 Genève : 6 Neuchâtel : 20 Lausanne : 158 Zurich : 4 Berne : 4 Bâle : 1 mais ni Lucerne, St Gall ni Lugano	200 dont : Fribourg : 17 Genève : 10 Neuchâtel : 20 Lausanne : 146 Zurich : 3 Berne : 2 Bâle : 1 St Gall : 1 mais ni Lucerne ni Lugano
Total	304	350	358	322	362

6. Fréquentation de la bibliothèque

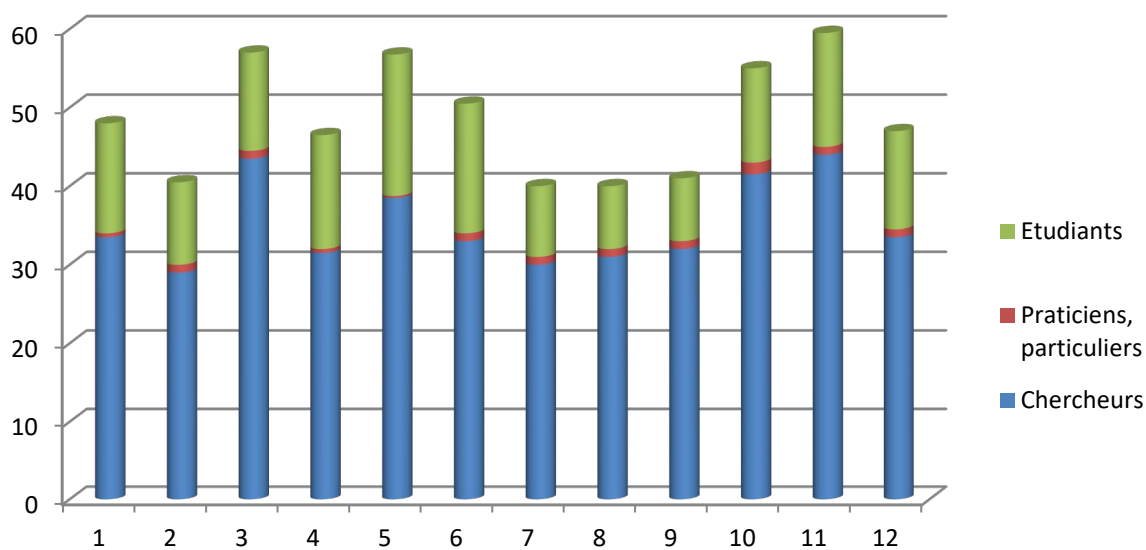
Une fréquentation qui s'est quelque peu accrue et qui reste très studieuse et régulière

Plus de 14 809 utilisateurs en 2017, c'est le nouveau record de fréquentation pour la bibliothèque qui accueille chaque jour ouvrable une moyenne de 49 lecteurs (35,5 disposant d'une table réservée et 13,5 visiteurs ponctuels) pour 124 places de travail disponibles.

Chiffres clés: 2013-2017

Fréquentation durant les jours ouvrables					
Années	2017	2016	2015	2014	2013
Nombre de lecteurs	14 809	13 635	13 022	12 650	11 167

Moyennes journalières 2017



Fréquentation 2013-2017



	Janv	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Aout	Sept	Oct	Nov	Dec.
— 2013	759	727	979	1042	1002	878	629	531	754	1490	1438	938
— 2014	1037	987	1197	1012	1174	938	787	722	928	1467	1432	969
— 2015	990	987	1449	1202	1120	1118	709	842	884	1137	1477	1107
— 2016	1182	1005	1201	1467	1298	1069	780	807	974	1184	1511	1157
— 2017	1201	1048	1476	1210	1476	1264	1037	1034	1029	1410	1547	1077

Organisation



I. Collaborateurs au 31.12.2017

Direction

Christina **Schmid**, directrice

Lukas **Heckendorn Urscheler**, vice-directeur et chef du domaine de direction juridique et scientifique

Krista **Nadakavukaren**, vice-directrice et cheffe du domaine de direction juridique et scientifique

Sadri **Saieb**, chef du domaine de direction bibliothèque

Domaine de direction juridique et scientifique

Françoise **Hinni**, secrétaire juridique

Gabriela **Zurkinden**, secrétaire juridique

Alberto **Aronovitz**, conseiller juridique, ordres juridiques hispanophones et droit israélien

John **Curran**, conseiller juridique, ordres juridiques de Common Law

Stéphanie **de Dycker**, conseillère juridique, ordres juridiques du Benelux

Karen **Druckman**, conseillère juridique, ordres juridiques des Etats-Unis

Karim **El Chazli**, conseiller juridique, ordres juridiques arabes et musulmans

Johanna **Fournier**, conseillère juridique, ordres juridiques germanophone

Ilaria **Pretelli**, conseillère juridique, ordre juridique italien

Alfredo **Santos**, conseiller juridique, support bibliothèque, publications et recherches

Josef **Skala**, conseiller juridique, ordres juridiques d'Europe centrale et orientale

Martin **Sychold**, responsable Common Law & systèmes mixtes

Carole Viennet, conseillère juridique, ordres juridiques francophones

Henrik **Westermarck**, conseiller juridique, ordres juridiques scandinaves

Harro von Senger, expert externe en droit chinois

Technique, informatique et relations publiques

Chantal **Berger**, collaboratrice au service au public

Jacques **Bullisauer**, spécialiste technique

Christophe **Genoud**, responsable technique

Marie-Laure **Lauria**, collaboratrice relations publiques

Marie **Papeil Sánchez**, responsable relations publiques

Dominique **Rey**, responsable informatique

Domaine de direction bibliothèque

Michele **Baccherassi**, bibliothécaire scientifique et responsable site, Office fédéral de la justice

Boris **Beer**, bibliothécaire système, chef de projet IF

Julien **Chevalley**, apprenti (AID)

Anne-Sophie **Guérinaud**, bibliothécaire auxiliaire

Mostapha **Najem**, responsable des collections et de la formation professionnelle I+D

Amanda **Paul-Joseph**, stagiaire AID

Céline **Porret**, bibliothécaire spécialisée, ressources continues

Hubert **Schmutz**, responsable des acquisitions et bibliothèque OFJ

Véronique **Schwendener**, agent I+D, acquisitions et suites

Weiling **Tang**, bibliothécaire scientifique, collection chinoise

Florence **Waeber**, bibliothécaire spécialisée, acquisitions et suites

Laura **Wägli**, apprentie (AID)

Hanna **Wojcik**, bibliothécaire scientifique

Finances et ressources humaines

Cindy **Robert**, cheffe du personnel (Berne)

Reto **Gutknecht**, chef finances et controlling (Berne)

II. Conseil et Comité de l'Institut

Le Conseil de l'Institut planifie et arrête dans les grandes lignes l'activité de l'Institut et la contrôle. Le Conseil de l'Institut crée un Comité, qui est dirigé par le président du Conseil. A ces fins, une séance ordinaire a eu lieu le 19 mai.

Le Conseil fédéral a nommé les personnes suivants en tant que membres du Conseil de l'Institut pour le mandat 2016-2020.

Liste des membres du Comité et du Conseil au 31.12.2017

Président du Comité et du Conseil

Martin **Dumermuth**, directeur de l'Office fédéral de la justice, président du Conseil

Membres du Comité et du Conseil

Dominique **Brown-Berset**, Avocate, Genève

Michael **Schöll**, Sous-Directeur, Office fédéral de la justice

Franz **Werro**, Professeur, Université de Fribourg

Membres du Conseil

Ruth **Arnet**, Professeure, Université de Zurich

Florence **Aubry Girardin**, Juge fédérale, Tribunal Fédéral

Andrea **Bonomi**, Professeur, Université de Lausanne

Eric **Golaz**, Chef de Service, État de Vaud, SECRI

Florence **Guillaume**, Professeure, Université de Neuchâtel

Peter **Jung**, Professeur, Université de Bâle

Susan **Killias**, Secrétaire générale, EPFL

Peter V. **Kunz**, Professeur, Université de Berne

Jürg **Lindenmann**, Ambassadeur et directeur suppléant de la Direction du droit international, DFAE

Karin **Müller**, Professeure, Université de Lucerne

Markus **Müller-Chen**, Professeur, Université de St. Gall

Barbara **Rüetschi**, Suppléante, Administration fédérale des finances

Gerhard M. **Saladin**, Chef Rechtsetzung, Eidg., Generalsekretariat VBS, Recht VBS

Karine **Siegwart**, Sous-Directrice, Office fédéral de l'environnement

Bénédict **Winiger**, Professeur, Université de Genève

Daniel **Zimmermann**, Fürsprecher, Office fédéral de la culture.



III. Conseil scientifique

Deux séances ont eu lieu en 2017, le 6 juin et le 4 novembre.

Lors des deux séances, le Conseil scientifique a notamment aidé la Direction en vue de la mise en œuvre de la stratégie scientifique de l'Institut pour 2015 - 2020. Il a également soutenu l'Institut par un contrôle de qualité sur des avis de droit, ainsi que par des contributions ponctuelles à la formulation et mise en œuvre de plusieurs projets.

Membres du Conseil (2013-2016)

Président : Alexander R. **Markus**, Professeur, Université de Berne (CH)

Vice-président : Andreas **Furrer**, Professeur, Université de Lucerne (CH)

Samantha **Besson**, Professeure, Université de Fribourg (CH)

Katharina **Boele-Woelki**, Doyenne, Bucerius Law School (D)

Peter **Breitschmid**, Professeur, Université de Zürich (CH)

Mauro **Bussani**, Professeur, Université de Trieste (I)

Petros C. **Mavroidis**, Professeur, Université de Neuchâtel (CH) / Columbia University (USA)

Ulrich **Magnus**, Professeur, Université d'Hamburg (D)

Geneviève **Schamps**, Professeure, Université Catholique de Louvain (B)

Pierre **Widmer**, Ancien Directeur de l'ISDC (CH)

Corinne **Widmer**, Professeure, Université de Bâle (CH)



IV. Ressources humaines

1. Mouvement du Personnel

Ont été engagées à l'ISDC

- Pour l'équipe juridique :
 - o Krista Nadakavukaren Schefer
 - o Carole Viennet

- Pour l'équipe bibliothèque :
 - o Adrian Thomi (contrat à durée déterminée)
 - o Vincent Huber (contrat à durée déterminée)

- Pour l'équipe des relations publiques :
 - o Patrick Sierra (remplacement maladie)
 - o Fiona Gander (emploi temporaire)
 - o Kevin Caldarone (emploi étudiant)
 - o Marc André Von Siebenthal (emploi étudiant)
 - o Donna Gallagher (emploi étudiant)

Ont quitté l'ISDC :

- Pour l'équipe bibliothèque :
 - o Maude Auderset (fin de contrat)
 - o Adrian Thomi (contrat à durée déterminée)
 - o Vincent Huber (contrat à durée déterminée)
 - o Anne-Sophie Guerinaud (fin de contrat)

- Pour l'équipe des relations publiques :
 - o Taïs Saïeb (fin de contrat emploi étudiant)
 - o Tania Cuany (fin de contrat emploi étudiant)
 - o Patrick Sierra (fin de contrat)

2. Stagiaires juristes

L'Institut offre plusieurs places de stages par an pour de jeunes juristes, déjà en possession d'un Master en droit. Ces stages durent entre trois mois et une année. En 2017, quatre jeunes juristes ont pu effectuer un stage à l'ISDC

Nom	Prénom	Pays	Arrivée	Départ
Bast	Johanna	Allemagne	01.01.2017	31.03.2017
Blatter	Isabel	Suisse	01.09.2017	31.12.2017
Pierrat	Anne-Carine	France	01.09.2017	31.12.2017
Tscheulin	Sylvain	France	01.03.2017	28.02.2018

3. Stagiaires de l'Office fédéral de la justice

Comme chaque année, l'Institut reçoit des stagiaires de l'Office fédéral de la justice. Ils passent désormais deux jours à l'Institut pendant lesquels ils acquièrent un aperçu du droit comparé et des différents systèmes juridiques. En 2017, nous avons accueilli huit stagiaires : Ludivine **Antal**, Morgane **Bättig**, Isabell **Blatter**, Loïc **Horisberger**, Olivier **Müller**, Julian **Powell**, Rahel **Süsstrunk** et Corinne **Wuthrich-Harte**.

4. Formation professionnelle

Depuis 2011 la bibliothèque de l'ISDC est une entreprise formatrice, un lieu de partage et de transmission de savoir où se génèrent des connaissances et s'échangent des expériences.

La bibliothèque forme des apprentis d'Agent/e en information documentaire dans le cadre de la formation initiale. Cette formation s'inscrit dans le système de la formation professionnelle suisse fondée essentiellement sur un système dit dual, dans lequel l'entreprise formatrice et l'école professionnelle se partagent la transmission des connaissances aux élèves et constituent deux pôles de compétences complémentaires pour la formation des apprentis.

Aujourd'hui la bibliothèque jouit d'un rôle important dans l'encadrement des jeunes et elle a pu transmettre un savoir-faire à plusieurs apprentis et stagiaires pré-HES. En 2017, notre apprenti de 3^e année, Monsieur Julien Chevalley, a brillamment réussi ses examens et a obtenu son CFC d'agent en information documentaire.

Fidèle à son engagement, et afin de renforcer son rôle dans la formation professionnelle, la bibliothèque de l'Institut suisse de droit comparé, a ouvert cette année, en plus du recrutement d'un apprenti, Monsieur Nicolas Buongiovanni, une nouvelle place de formation à Madame Amanda Paul-Joseph, une candidate en article 32. Cette formation étant destinée à des adultes au bénéfice d'une expérience professionnelle préalable dans le domaine.

5. Emploi d'étudiants

L'Institut emploie également des étudiants de l'Université de Lausanne en qualité d'auxiliaires à la bibliothèque et à la réception. Leurs tâches consistent notamment à mettre à jour les collections de publications à feuillets mobiles, à préparer la reliure, à assurer la réception de l'Institut et le standard téléphonique ainsi qu'à apporter leur assistance lors de l'organisation de conférences/colloques. En 2017, les étudiants suivants ont travaillé à l'Institut :

Nom	Prénom	Faculté
Caldarone	Kevin	Faculté des lettres
Cuany	Tania	Faculté SSP
Gallagher	Donna	Faculté SSP
Saieb	Taïs	Ecole des sciences criminelles
Thomas	Solène	Faculté des lettres
Von Siebenthal	Marc-André	Faculté des lettres

V. Finances

1. Postes comptables

Milliers CHF	C 2016	B 2017	C 2017	val. abs.	Δ C17-B17 en %
Revenus / Recettes	571	603	603	-1	-0,1
Domaine propre					
E100.0001	571	603	603	-1	-0,1
Revenus de fonctionnement (enveloppe budgétaire)					
Charges / Dépenses	7 301	7 765	7 513	-252	-3,2
Domaine propre					
A200.0001	7 301	7 765	7 513	-252	-3,2
Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)					
Cession		165			

2. Exposé des motifs

Revenus / recettes

E100.0001 Revenus de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

CHF	C 2016	B 2017	C 2017	val. abs.	Δ C17-B17 en %
Total	571 427	603 300	602 652	-648	-0,1
avec incidences financières	542 283	603 300	602 652	-648	-0,1
sans incidences financières	29 144	-	-	-	-

Les revenus totaux ont atteint le montant inscrit au budget et correspondant à la moyenne des revenus des années 2012 à 2015.

Bases légales

LF du 6.10.1978 sur l'Institut suisse de droit comparé (RS 425.1).

Ordonnance du 4.10.1982 sur les émoluments de l'Institut suisse de droit comparé (RS 425.15).

Charges / dépenses

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

CHF	C 2016	B 2017	C 2017	val. abs.	Δ C17-B17 en %
Total	7 301 386	7 765 260	7 512 942	-252 318	-3,2
dont mutations de crédits		165 200			
avec incidences financières	7 066 923	7 354 160	6 894 672	-459 488	-6,2
sans incidences financières	-3 983	16 100	332 896	316 796	n.d.
Imputation des prestations	238 446	395 000	285 373	-109 627	-27,8
Charges de personnel	5 126 802	5 152 800	4 940 658	-212 14	-4,1
dont location de services	-	-	11 429	11 42	-
Charges de biens et services, charges d'exploitation	2 173 253	2 566 460	2 552 248	-14 21	-0,6

<i>dont charges de biens et services liées à l'informatique</i>	291 399	480 700	355 961	-124 739	-25,9
<i>dont charges de conseil</i>	135 511	149 424	88 017	-61 408	-41,1
Charges d'amortissement	1 331	16 100	801	-15 299	-95,0
Dépenses d'investissement	–	29 900	19 235	-10 665	-35,7
Postes à plein temps (Ø)	30	28	29	1	3,6

Charges de personnel et équivalents plein temps

Les postes vacants n'ont pas tous pu être repourvus en 2017. Si les charges enregistrées sont inférieures au montant budgétisé, c'est également parce que les montants versés pour la compensation de vacances, les heures d'appoint et les primes ont été plus faibles que prévu. Les charges de personnel liées à la location de services, qui n'ont pas été budgétisées, sont dues au fait qu'il a fallu recourir à du personnel temporaire pour faire face à des absences pour cause de maladie.

Charges de biens et services et charges d'exploitation

L'assistance informatique est assurée par l'Université de Lausanne et le Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale. Certaines prestations complémentaires sont fournies par le prestataire interne de la Confédération. Le solde de crédit résulte d'une nette baisse des prix facturés par l'Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication (-0,1 mio).

Compte tenu de la demande, il a fallu faire appel à moins de conseillers externes que prévu pour l'établissement d'avis de droit. C'est pourquoi les charges de conseil sont inférieures au montant budgétisé.

Les autres charges de biens et services et charges d'exploitation comprennent essentiellement les dépenses pour l'acquisition de publications juridiques internationales destinées à la bibliothèque, qui compte quelque 400 000 ouvrages. Afin que les charges liées à ce domaine soient comptabilisées l'année où elles ont été générées, les passifs ont été régularisés à la fin de l'exercice. Cette opération est la raison principale pour laquelle les charges sans incidences financières dépassent le montant prévu.

Mutations de crédits

Cessions de 165'200 francs par l'Office fédéral du personnel pour la réintégration de collaborateurs malades ou victimes d'un accident, pour les tentatives de reprise de travail dans le cadre de la réintégration professionnelle de personnes externes, pour l'engagement et la formation de personnes handicapées, pour la formation d'apprentis et de stagiaires des hautes écoles, pour une augmentation des cotisations aux assurances sociales et pour la garde des enfants.

Aperçu des réserves

CHF	Réserves générales	Réserves affectées	Réserves totales
Demande de constitution à partir du compte 2017	–	200 000	200 000

Demande de constitution de nouvelles réserves

Harmonisation avec les principes appliqués par les Archives fédérales. Les archives de l'ISDC doivent être tenues selon les prescriptions des Archives fédérales. Les travaux prévus, à hauteur de 150 000 francs, ont dû être reportés en raison d'un manque de personnel (consécutif à des absences pour cause de maladie ou d'accident). Ils ne pourront débuter qu'en 2018.

Vérification linguistique externe des avis de droit

Il est ressorti d'une séance du Conseil de l'institut que différents avis de droit devraient faire l'objet d'une analyse et d'une vérification de la qualité linguistique. Les enseignements qui pourront être tirés de cette vérification seront intégrés dans le travail quotidien. Étant donné que des postes sont restés vacants et que des collaborateurs ont été absents pour cause de maladie ou d'accident, ce travail n'a pas pu être effectué en 2017, contrairement à ce qui était prévu. Le montant de 50 000 francs budgétisé pour cette tâche sera utilisé en 2018.

Toutes les données sont également disponibles sur le site (Tome 2A Compte d'État 2017 des unités administratives 1re partie) :

<https://www.efv.admin.ch/efv/fr/home/finanzberichterstattung/finanzberichte/staatsrechnung.html>

VI. Logistique et sécurité

1. Exploitation

- Un aménagement du hall d'entrée de l'Institut a été effectué, avec notamment le réaménagement du mobilier pour permettre d'avoir un espace d'accueil plus convivial.
- Le revêtement du couloir de la salle de conférence et accès public au niveau 3 ainsi que dans les locaux communs a été remplacé.
- Un nouveau local serveur a été créé dans l'espace technique existant niveau 0, pour permettre l'installation du serveur de l'Institut. Une ventilation raccordée à l'eau du lac a été installée. L'accès est ainsi restreint qu'aux personnes ayant droit.

2. Atelier de reliure

635 volumes ont été reliés. La reliure des ouvrages est assurée par Christophe Genoud, responsable technique assisté par Jacques Brüllisauer collaborateur technique.

3. Santé et sécurité sur la place de travail

Un suivi est effectué régulièrement auprès de toutes et tous les collaboratrices et collaborateurs. Des accessoires pour l'ergonomie sur la place de travail ont été mis à disposition afin de permettre de travailler dans de bonnes conditions (comme des ballons pour s'asseoir ou des coussins de chaises).

4. Prêt des salles de conférence

Date	Groupe
13.01.2017	Accueil de la Séance « Groupe Droit 2017 » - Bibliothèques juridiques romandes
15.02.2017	Chefs de services et la Direction de l'Unil
8-9.03.2017	Commission de gestion du Grand Conseil Vaudois
30.03.2016	Formation BIS « Respecter la sphère privée des usagers »



VII. Informatique

Parmi les nouveautés de 2017 dans le domaine informatique, on relèvera :

Local informatique

Un nouveau local informatique a été inauguré fin 2017. Ce local rassemble les infrastructures de serveurs, de stockage et de réseaux en un seul lieu plus sécurisé. La climatisation a été pensée dans le but de faire baisser de manière significative la consommation d'électricité et d'améliorer ainsi le bilan écologique. Les nuisances sonores ont été également été réduites et le confort de travail amélioré.

Cartes à puce multifonction

Les collaborateurs de l'ISDC reçoivent depuis cette année une carte à puce multifonctions leur permettant non seulement de timbrer, mais tenant également également lieu d'identité numérique pour s'identifier sur la plateforme de services informatiques de la Confédération. L'Institut est dorénavant lié à l'infrastructure de clés publiques (PKI) de la Confédération et est à même d'émettre lui-même ces identités numériques.

Accès internet pour le public

Les postes de recherche destinés au public de la bibliothèque ont été entièrement renouvelés. L'interface est dorénavant beaucoup plus simple à comprendre ; des tuiles cliquables permettent d'accéder à différentes thématiques, comme par exemple les bases de données juridiques, les publications électroniques de l'Institut ou encore le catalogue des bibliothèques des Institutions Fédérales. Le graphisme et la disposition des tuiles ont été pensés par notre apprentie Laura Wägli. On relèvera que les 10 postes à disposition du public sont occupés en moyenne plus de 4 heures par jour.

Site Internet de l'Institut

La navigation sur le site web de l'Institut est dorénavant cryptée par défaut pour des raisons de sécurité et pour permettre un meilleur référencement dans les moteurs de recherche.

Outil Sharepoint pour la base de données de contacts

Dans le cadre du projet de développement d'une base de données intuitive pour la gestion des contacts, en collaboration avec les relations publiques, l'outil collaboratif Sharepoint de Microsoft a été déployé à l'Institut.



VIII. Relations publiques

Welcome Center

En 2017, 97 personnes ont été accueillies personnellement. En effet, les boursiers, stagiaires, chercheurs ou tout nouveau collaborateur passent par le Welcome Center.

Boursiers

Un flyer pour promouvoir la bourse van Calker a été créé en début d'année. Il est disponible en 4 langues (français, allemand, italien et anglais).



Un nouveau document a également été introduit : il s'agit d'un questionnaire de satisfaction qui est remis à chaque boursier avant son départ. Ce document permet entre autre, de juger de la qualité de l'accueil, du logement et de la logistique. Il sert aussi à récolter de nouvelles idées et d'amener des pistes de réflexion qui peuvent améliorer le niveau de service du Welcome Center.

Four Season Cocktail

Cet apéritif, organisé 4 fois par année, connaît toujours un grand succès auprès des usagers de la bibliothèque. Les chercheurs de l'Institut peuvent alors enrichir leur réseau et leurs relations professionnelles, et également rencontrer les collaborateurs de l'ISDC que ce soit de l'équipe juridique ou de la bibliothèque.

Chercheurs

Au cours de cette année, plusieurs changements ont été adoptés sur le plan opérationnel. D'une part, un nouveau fichier gère les cartes d'accès à la bibliothèque en dehors des heures, permettant ainsi de retrouver plus rapidement les informations les concernant. D'autre part, une nouvelle signalétique pour les réservations de tables a été mise en place, avec un numéro plus visible et directement inscrit sur la fiche de réservation.

Réseaux sociaux

Malgré la présence de l'Institut sur Twitter et LinkedIn, Facebook reste le réseau social le plus apprécié et consulté. Au cours de l'année, la page a dépassé les 1'000 abonnés.

Utilisation du site Internet

Le site Internet de l'Institut a été consulté par presque 16'000 utilisateurs au cours de l'année 2017 (15'995), dont 83% ont consulté le site pour la première fois. Cela fait un total de 80'338 pages vues sur l'ensemble de l'année. Au niveau linguistique, le français est la langue la plus consultée (44%), l'anglais suit (28%) puis l'allemand (22%) et enfin l'italien (6%).

La page « Catalogue et classification » de la bibliothèque est la plus consultée (après les pages d'accueil évidemment), puis celle des ressources en ligne. La page des offres d'emploi est également beaucoup lue ainsi que la page présentant les équipes de l'Institut. Enfin les pages sur les avis de droit et les prochains événements font également partie des plus regardées. A noter aussi que la fonction « recherche » du site est très utilisée.

AiSDC

Alumni et Amis



1. Activités

Le Comité s'est réuni le 15 décembre 2017.

2. Prix AISDC

Aucun prix AISDC n'a été décerné en 2017 faute de temps et de ressources ; il sera suspendu jusqu'en 2019 étant donné que les fonds de 2018 seront réservés pour l'attribution de 2 bourses Sarcevic.

3. Bourse Petar Sarcevic

Elle a été attribuée à Madame Laure Stark, doctorante à l'Université de Bourgogne. Durant les mois de mai et juin, elle a pu travailler sur son sujet de recherche « L'internationalité en droit international privé ».

4. Evénements

Four Season Cocktail : L'AISDC a financé durant l'année et à chaque saison, un apéritif qui permet aux chercheurs de passage à l'Institut de se rencontrer, d'échanger et ainsi de créer des liens sociaux afin d'enrichir leurs réseaux professionnels. Ce cocktail connaît un très grand succès auprès des chercheurs et des collaborateurs de l'Institut.

L'AISDC a aussi pu financer diverses pauses cafés des manifestations qui ont lieu à l'ISDC : La journée DIP (23.06), workshop sur « Texaco/Chevron » (14.09), Droit et Robot (28.09) et conférence sur le terrorisme (08.12).

5. Nouvelles des membres

Cette année, l'AISDC a accueilli 5 nouveaux membres parmi lesquels on compte une ancienne boursière, deux professeurs espagnols, un avocat et un doctorant de l'Université de Lausanne.

6. Comptes

Le capital de l'AISDC au 1er décembre 2017 s'élève à 9'499.75 CHF.

Crédits

Textes

Christina Schmid
Lukas Heckendorn Urscheler
Krista Nadakavukaren
Sadri Saieb
Michele Baccherassi
Boris Beer
Mostapha Najem
Marie Papeil Sánchez
Marie-Laure Lauria
Dominique Rey
Christophe Genoud

Coordination et mise en page

Marie Papeil Sánchez

Relecture Français

Chantal Berger
Solène Thomas

Traduction Allemand

Karin Schranz Müller

Photographies

Guillaume Perret